

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2223

[S - C - 98/29358]

13 JUILLET 1998. — Décret portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les chapitres 1^{er} à 6 du présent décret sont applicables à l'enseignement maternel et primaire ordinaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Les chapitres 7 à 10 s'appliquent à l'enseignement maternel et primaire spécial et ordinaire ainsi qu'à l'enseignement secondaire spécial et ordinaire.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° Enseignement maternel : enseignement dispensé à des enfants âgés au 30 septembre d'au moins deux ans et six mois et qui les prépare à l'enseignement primaire;

2° Enseignement primaire : enseignement dispensé pendant six années d'études consécutives aux enfants qui, après les vacances d'été d'une année civile, atteignent l'âge de six ans, sans préjudice des dérogations prévues à l'article 1^{er}, §§ 4 et 4bis, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

3° Ecole : ensemble pédagogique d'enseignement ordinaire, de niveau maternel et/ou primaire, situé, en une ou plusieurs implantations, placé sous la direction d'un directeur d'école;

4° Ecole maternelle : école de niveau maternel uniquement;

5° Ecole primaire : école de niveau primaire uniquement;

6° Ecole fondamentale : école de niveau maternel et de niveau primaire;

7° Implantation : bâtiment ou ensemble de bâtiments, situé(s) à une seule adresse où l'on dispense de l'enseignement maternel et/ou primaire;

8° Implantation maternelle à comptage séparé :

— soit une implantation organisée dans les limites fixées par l'article 21 de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire;

— soit toute nouvelle implantation créée après le 30 juin 1992 et située à au moins 2 km, de toute autre implantation de la même école ou d'une autre école du même réseau;

9° Distance entre écoles et/ou implantations : distance la plus courte possible mesurée par la chaussée telle que décrite à l'article 2.1 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 concernant le règlement de police de la circulation, sans qu'il ne soit tenu compte de déviations ou de sens uniques;

10° Titulaire : instituteur chargé d'assurer les cours et les activités pédagogiques prévues à l'horaire des élèves, à l'exclusion des cours visés aux 12° et 13° et sans préjudice de l'article 10;

11° Maître d'adaptation : instituteur chargé d'assurer des activités éducatives visant à mettre en œuvre l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

12° Maître de morale : membre du personnel chargé du cours de morale;

13° Maître de religion : ministre ou délégué d'un ministre d'un des cultes reconnus et chargé exclusivement du cours de religion correspondante;

14° Maître de cours (éducation physique) : membre du personnel chargé d'assurer les cours d'éducation physique;

15° Maître de seconde langue : membre du personnel chargé d'assurer les cours de langue moderne;

16° Directeur : chef d'une école fondamentale, primaire ou maternelle;

17° Grille-horaire : liste des différents cours, dans le cadre de l'article 16, § 3, alinéas 1^{er} et 2, du même décret, assurés hebdomadairement avec mention du nombre de périodes affectées à chacun;

18° Horaire hebdomadaire de l'élève : emploi du temps de l'élève précisant notamment les cours de morale ou de religion, les cours d'éducation physique et les cours de langue moderne;

19° Horaire hebdomadaire de l'enseignant : emploi du temps de l'enseignant indiquant le cadre de ses prestations;

20° Immersion dans l'apprentissage d'une langue : procédure pédagogique visant à favoriser l'apprentissage d'une langue moderne en assurant une partie des cours de la grille-horaire dans cette langue;

21° Apprentissage par immersion en langue des signes : procédure pédagogique visant à favoriser, chez les enfants sourds, l'acquisition des socles de compétences visés à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 précité, notamment l'apprentissage de la lecture centrée sur la maîtrise du sens et la production d'écrits en assurant une partie des cours de la grille-horaire en langue des signes;

22° Immersion :

— soit l'immersion dans l'apprentissage d'une langue;

— soit l'apprentissage par l'immersion en langue des signes;

23° Cours de langue et de culture d'origine : cours de sensibilisation à la langue et à la culture de pays ou de groupes de pays ayant été à l'origine d'une importante immigration vers notre communauté, assuré dans la perspective d'une intégration en son sein;

24° Cours de langue des signes et de culture des sourds : cours d'initiation à la langue des signes et à la culture des sourds, assuré en vue de contribuer à tisser le lien social entre sourds et entre sourds et entendants;

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 27686.)

25° Travaux dirigés : travaux réalisés par un élève, dans le cadre de la grille-horaire, sous la direction d'un titulaire ou d'un maître d'adaptation;

26° Entité : l'entité de proximité telle qu'elle est définie à l'article 10 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

27° Conseil d'entité : le conseil tel qu'il est défini à l'article 10 du même décret;

28° Zone : la zone telle qu'elle est définie à l'article 13 du même décret;

29° l'emploi, dans le présent décret, des noms masculins pour le titre d'instituteur et pour la fonction de directeur est épécène, en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — De l'horaire des élèves

Section 1re. — De l'horaire dans l'enseignement maternel

Art. 3. Dans l'enseignement maternel, l'horaire des élèves comprend 28 périodes hebdomadaires de 50 minutes consacrées aux cours. Toutefois, deux de ces périodes peuvent être des activités éducatives spécifiques déterminées par le pouvoir organisateur.

Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, peut, après avoir pris l'avis du conseil de participation créé en application du décret du 24 juillet 1997 précité, réduire l'horaire hebdomadaire à 26 périodes. Dans ce cas, il avertit le Gouvernement.

L'horaire des élèves est continu. Il comprend au minimum une récréation de 15 minutes le matin et une interruption d'une heure entre les activités de la matinée et celles de l'après-midi.

Section 2. — De l'horaire dans l'enseignement primaire

Art. 4. Dans l'enseignement primaire, l'horaire des élèves comprend 28 périodes hebdomadaires de 50 minutes consacrées aux cours et activités éducatives.

Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, peut, après avoir pris l'avis du conseil de participation visé à l'article 3, porter l'horaire hebdomadaire jusqu'à un maximum de 31 périodes, en particulier lorsque l'horaire des cours prévoit l'étude d'une langue moderne à raison de plus de 3 périodes hebdomadaires. Dans ce cas, il avertit le Gouvernement.

Art. 5. Lorsque des cours de langue et de culture d'origine sont donnés au sein de l'école au-delà des 28 périodes hebdomadaires, ils peuvent être intégrés dans l'horaire, si les cours dispensés relèvent d'un accord de partenariat conclu par le Gouvernement. Le pouvoir organisateur en informe le Gouvernement.

Lorsque des cours de langue des signes et de culture des sourds sont donnés au sein de l'école au-delà des 28 périodes hebdomadaires, le Gouvernement peut autoriser qu'ils soient intégrés dans l'horaire.

Hors le cas particulier prévu à l'alinéa 1^{er} et 2, l'horaire des élèves est continu. Il comprend au minimum une récréation de 15 minutes le matin et une interruption d'une heure entre les activités de la matinée et celles de l'après-midi.

Art. 6. Le Gouvernement, pour l'enseignement de la Communauté française, chaque pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, organise la grille-horaire. Deux périodes de cours peuvent être organisées sous forme de travaux dirigés.

Art. 7. Sans préjudice de l'article 10 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, l'apprentissage à communiquer dans une langue moderne autre que le français comprend au moins deux périodes hebdomadaires en cinquième et en sixième primaire.

Dans la Région de Bruxelles-Capitale et dans les communes visées à l'article 3 de la même loi, la langue moderne est le néerlandais.

Dans la Région wallonne, à l'exception des communes visées à l'article 3 de la même loi, la langue moderne peut être le néerlandais, l'anglais ou l'allemand. Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, peut, par école, après avoir pris l'avis du conseil de participation visé à l'article 3, proposer l'apprentissage d'une seule langue ou le choix entre deux langues. Il ne peut jamais être proposé le choix entre trois langues modernes différentes.

Sauf dérogation accordée par le ministre, l'élève ne peut pas modifier son choix de langue entre la 5e et la 6e années primaires.

Le cours de langue moderne est assuré par un maître de seconde langue, porteur du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, Section langues germaniques, complété par le certificat d'aptitude à enseigner une langue étrangère dans l'enseignement primaire, dont le Gouvernement organise la délivrance, ou de celui d'instituteur primaire complété :

1° pour le néerlandais et l'allemand, par le certificat de connaissance approfondie visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques;

2° pour l'anglais, par un certificat de connaissance approfondie dont le Gouvernement organise la délivrance.

Les cours de langue organisés en 5e et 6e font l'objet d'une évaluation externe organisée sous le contrôle de l'Inspection de la Communauté française en collaboration avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs.

Art. 8. Lorsque, en application de la loi du 30 juillet 1963 précitée, le cours de langue moderne comprend plus de deux périodes hebdomadaires, il peut avoir pour objet, en sus de l'apprentissage linguistique, un des objectifs visés à l'article 16, § 3, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 précité.

Art. 9. Le cours d'éducation physique comprend au moins deux périodes hebdomadaires dans l'enseignement primaire.

Le cours d'éducation physique est assuré par un maître d'éducation physique ou par le titulaire, s'il est porteur du certificat de capacité aux fonctions de maître d'éducation physique dans les écoles primaires.

Le maître d'éducation physique doit être porteur du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, Section éducation physique ou de celui d'instituteur primaire complété du certificat de capacité aux fonctions de maître d'éducation physique dans les écoles primaires.

Art. 10. Dans les établissements d'enseignement libre confessionnel, le cours de religion peut être assuré par le titulaire. Dans ce cas, celui-ci cède deux périodes de la grille-horaire à un autre titulaire. Les deux périodes cédées ne peuvent être ni le cours de langue moderne, ni le cours d'éducation physique.

Dans les établissements d'enseignement libre non confessionnel qui n'organisent que le cours de morale, ce cours peut être assuré par le titulaire. Dans ce cas, celui-ci cède deux périodes de la grille-horaire à un autre titulaire. Les deux périodes cédées ne peuvent être ni le cours de langue moderne, ni le cours d'éducation physique.

Le pouvoir organisateur qui recourt à la faculté visée aux alinéas 1^{er} et 2 est tenu d'informer le Gouvernement selon les modalités que celui-ci détermine, des périodes de titulariat cédées.

Pour les cours de religion visés au présent article, le membre du personnel est placé sous l'autorité du chef de culte, conformément aux articles 30, § 2, et 42, § 2, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Art. 11. § 1^{er}. Tous les cours de la grille-horaire sont attribués, dans le respect des articles 10, et 18 à 21 selon le cas à un titulaire, à un maître d'éducation physique, à un maître de langue moderne, à un maître d'adaptation, à un maître de morale ou un maître de religion.

§ 2. Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, transmet au Gouvernement, selon les modalités que celui-ci détermine, l'horaire hebdomadaire tant des élèves que des enseignants.

L'horaire hebdomadaire des élèves indique les membres du personnel qui dispensent les différents cours.

Section 3. — De l'apprentissage par immersion

Art. 12. § 1^{er}. Sur demande du directeur, après avoir pris l'avis du conseil de participation visé à l'article 3, le Gouvernement peut autoriser une école de la Communauté française à organiser certains cours et activités pédagogiques de la grille-horaire en langue des signes ou dans une langue moderne autre que le français.

Dans l'enseignement subventionné, le Gouvernement peut autoriser un pouvoir organisateur à assurer dans une ou plusieurs des écoles ou implantations qu'il organise certains cours et activités pédagogiques de la grille-horaire en langue des signes ou dans une langue moderne autre que le français. La demande est accompagnée de l'avis du conseil de participation visé à l'article 3.

Lorsqu'une école ou une implantation d'une école organise l'apprentissage par immersion, celui-ci est intégré dans le projet d'établissement.

Les cours de religion et le cours de morale ne peuvent être dispensés en immersion.

§ 2. Dans le deuxième cycle de la première étape de la scolarité, visée à l'article 13, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 24 juillet précité, lorsqu'une partie de la grille-horaire est réalisée en immersion, elle l'est au moins pour un demi et au plus pour trois quarts.

Dans la seconde étape de la scolarité, visée à l'article 13, § 2, 2°, du décret du 24 juillet précité, lorsqu'une partie de la grille-horaire est réalisée en immersion, elle l'est au moins pour un quart et au plus pour deux tiers.

§ 3. Dans la Région de Bruxelles-Capitale et dans les communes visées à l'article 3 de la loi du 30 juillet 1963, la langue moderne dans laquelle peut être organisée l'immersion dans l'apprentissage d'une langue est le néerlandais.

Dans la Région wallonne, à l'exception des communes visées à l'article 3 de la même loi, la langue moderne dans laquelle peut être organisée l'immersion dans l'apprentissage d'une langue est l'anglais, le néerlandais ou l'allemand.

Dans une école ou une implantation pratiquant l'immersion dans l'apprentissage d'une langue, celle-ci ne peut être réalisée que dans une seule langue.

§ 4. Dans les écoles ou implantations pratiquant l'immersion dans l'apprentissage d'une langue, le cours de langue moderne est intégré dans la partie de la grille-horaire réalisée en immersion.

Art. 13. § 1^{er}. Dans l'enseignement maternel, la partie de la grille horaire durant laquelle est pratiquée l'immersion dans l'apprentissage d'une langue est assurée par un membre du personnel porteur d'un des titres suivants :

- 1° un titre pédagogique, équivalent à celui d'instituteur maternel, délivré dans la langue de l'immersion;
- 2° un titre pédagogique, équivalent à celui d'instituteur primaire délivré dans la langue de l'immersion, complété par le certificat d'aptitude à enseigner une langue étrangère dans l'enseignement primaire visé à l'article 7;
- 3° le diplôme d'instituteur maternel complété par un diplôme équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion;
- 4° le diplôme d'instituteur primaire complété par un diplôme équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion.

A défaut, peuvent aussi être désignés ou engagés, uniquement à titre temporaire, des porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, Section langues germaniques, complété par le certificat d'aptitude à enseigner une langue étrangère dans l'enseignement primaire, dont le Gouvernement organise la délivrance, ou de celui d'instituteur maternel ou primaire complété :

- 1° pour le néerlandais et l'allemand, par le certificat de connaissance approfondie visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques;
- 2° pour l'anglais, par un certificat de connaissance approfondie dont le Gouvernement organise la délivrance.

La partie de l'horaire durant laquelle est pratiqué l'apprentissage par immersion en langue des signes est assurée par un membre du personnel porteur d'un des titres suivants :

- 1° le diplôme d'instituteur maternel complété par le certificat de langue des signes — niveau approfondi délivré par l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale;
- 2° le diplôme d'instituteur primaire complété par le certificat de langue des signes — niveau approfondi délivré par l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.

§ 2. Dans l'enseignement primaire, la partie de la grille-horaire durant laquelle est pratiquée l'immersion dans l'apprentissage d'une langue est assurée par un membre du personnel porteur d'un des titres suivants :

1° un titre pédagogique, équivalent à celui d'instituteur primaire, délivré dans la langue de l'immersion;

2° un titre pédagogique, équivalent à celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, délivré dans la langue de l'immersion, complété par le certificat d'aptitude à enseigner une langue étrangère dans l'enseignement primaire visé à l'article 7;

3° le diplôme d'instituteur primaire complété par un diplôme équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion.

A défaut, peuvent aussi être désignés ou engagés, uniquement à titre temporaire, des porteurs du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, Section langues germaniques, complété par le certificat d'aptitude à enseigner une langue étrangère dans l'enseignement primaire, dont le Gouvernement organise la délivrance, ou de celui d'instituteur complété :

1° pour le néerlandais et l'allemand, par le certificat de connaissance approfondie visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques;

2° pour l'anglais, par un certificat de connaissance approfondie dont le Gouvernement organise la délivrance.

La partie de l'horaire durant laquelle est pratiqué l'apprentissage par immersion en langue des signes est assurée par un membre du personnel porteur du diplôme d'instituteur primaire complété par le certificat de langue des signes — niveau approfondi délivré par l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.

§ 3. Les instituteurs maternels et les titulaires chargés de l'apprentissage par immersion, porteurs des titres requis ou des titres par défaut, bénéficient de l'échelle de traitement d'instituteur maternel ou d'instituteur primaire, porteurs du titre requis.

Le Gouvernement est habilité à considérer comme satisfaisant aux exigences en matière d'emploi des langues les instituteurs maternels et titulaires chargés de l'apprentissage par immersion faisant la preuve de leur connaissance suffisante du français, telle qu'elle est visée à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1963 précitée. A défaut, le Gouvernement peut leur accorder une dérogation pendant 3 années scolaires. Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, après avoir pris l'avis du conseil de participation visé à l'article 3, prend les dispositions de nature à assurer la communication entre ces enseignants et les parents.

Les instituteurs maternels et titulaires chargés de l'apprentissage par immersion ne peuvent pas être nommés ou engagés définitivement aussi longtemps qu'ils ne remplissent pas les conditions relatives à l'emploi des langues.

Section 4. — Du nombre de jours de classe

Art. 14. Le Gouvernement fixe annuellement les jours de classe et les jours de congé. Le nombre de jours de classe annuel est de 182 jours. Toutefois, le Gouvernement peut le fixer à 181 ou 183 jours.

Le Gouvernement peut prévoir des jours de congé de réserve à disposition des pouvoirs organisateurs.

Art. 15. Les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation pendant 10 jours au maximum sur l'année en 5^e et en 6^e années primaires, pendant 5 jours au maximum sur l'année en 2^e et en 4^e années primaires. Pendant ces journées, les élèves sont tenus à la fréquentation normale de l'école.

Art. 16. Les cours peuvent être suspendus pendant trois jours maximum afin de permettre aux membres du personnel enseignant :

1° d'assister à une journée d'information organisée par l'inspection cantonale;

2° d'assister à deux journées de formation organisées par le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, par l'inspection, dans l'enseignement de la Communauté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut autoriser l'organisation d'une journée supplémentaire de formation.

Tous les membres du personnel sont tenus d'assister aux journées d'information et de formation visées à l'alinéa 1^{er}.

Pendant ces journées, les élèves ne sont pas tenus à la fréquentation normale de l'école.

Les journées de formation visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, peuvent s'inscrire dans les formations organisées dans le cadre du décret du 24 décembre 1990 relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

Art. 17. Lorsqu'il n'existe pas de congé de réserve et qu'une festivité locale rend impossible la tenue des cours un jour réservé à la classe, le pouvoir organisateur est tenu d'organiser une des deux journées visées à l'article 16, alinéa 1^{er}, 2°, pendant un jour de congé des élèves. Il en informe le Gouvernement selon les modalités que celui-ci détermine.

CHAPITRE III. — De l'horaire des enseignants

Section 1^{re}. — De l'horaire dans l'enseignement maternel

Art. 18. § 1^{er}. a) A partir du 1^{er} octobre 1998, les instituteurs maternels à prestations complètes sont tenus d'assurer 26 ou 28 périodes de cours par semaine. Les pouvoirs organisateurs qui adoptent les 26 périodes de cours par semaine le font pour les années scolaires 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001. Dans le cas où le pouvoir organisateur a opté pour les 26 périodes de cours par semaine, les instituteurs maternels sont tenus d'accomplir au moins 60 périodes de concertation avec leurs collègues de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire, selon les modalités définies aux articles 24 et 25.

Les instituteurs maternels des pouvoirs organisateurs qui ont maintenu les 28 périodes de cours pour l'année scolaire 1998-1999 ne sont pas tenus d'accomplir des périodes de concertation.

b) A partir du 1^{er} septembre 1999, dans tous les pouvoirs organisateurs qui avaient maintenu pour l'année scolaire 1998-1999 les 28 périodes de cours par semaine, les instituteurs maternels à prestations complètes sont tenus d'assurer 27 périodes de cours par semaine.

Dans ces pouvoirs organisateurs, les instituteurs maternels sont tenus d'accomplir au moins 30 périodes de concertation avec leurs collègues de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire, selon les modalités définies aux articles 24 et 25.

c) A partir du 1^{er} septembre 2001, dans tous les pouvoirs organisateurs, les instituteurs maternels à prestations complètes sont tenus d'assurer 26 périodes de cours par semaine. Les instituteurs maternels sont également tenus d'accomplir 60 périodes de concertation avec leurs collègues de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire, selon les modalités définies aux articles 24 et 25.

§ 2. Pour autant que les nécessités de service le permettent, le Gouvernement, sur demande du directeur dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, peut réduire le nombre de périodes mentionné au § 1^{er}, a), b), c), jusqu'à un minimum de 22 périodes hebdomadaires, après avoir procédé à la concertation avec les organisations syndicales représentatives.

Une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives est également obligatoire pour l'application du § 1^{er}, a), 1^{er} alinéa, du présent article.

La concertation avec les organisations syndicales représentatives se fait :

1° dans l'enseignement de la Communauté française, conformément aux dispositions de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

2° dans l'enseignement officiel subventionné, conformément aux dispositions des articles 85 à 96 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

3° dans l'enseignement libre subventionné, conformément aux dispositions relatives aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au Comité pour la protection du travail, ou, à défaut dans les instances de concertation locales, ou, à défaut avec les délégations syndicales.

§ 3. Le directeur dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné peut charger les instituteurs maternels d'assurer la surveillance des élèves 15 minutes avant le début des cours et 10 minutes après leur fin sans que la durée totale de leurs prestations de cours et de surveillance ne puisse dépasser 1 560 minutes par semaine.

La limite à 1 560 minutes ne s'applique pas dans l'école ou l'implantation maternelle isolée à classe unique.

Sans préjudice du 2^e alinéa, la durée annuelle totale des prestations comprenant à la fois les cours, les surveillances et la concertation ne peuvent dépasser 962 heures par année scolaire.

La durée des prestations visées à l'alinéa 1^{er} est réduite à due concurrence lorsque l'instituteur ne preste pas un horaire complet.

Pour l'application des § 1^{er}, a), b), c), et § 2, une prestation à mi-temps équivaut au résultat de la division par deux du nombre de périodes requises pour une prestation complète.

Le nombre total de périodes de concertation est réduit à due concurrence lorsque, l'instituteur ne preste pas un horaire complet.

§ 4. Les temps de préparation des leçons, de correction des travaux, de documentation, de mise à jour personnelle ne sont pas compris dans les maxima visés aux §§ précédents. Ils relèvent de l'organisation personnelle de travail des membres du personnel. Le directeur, le pouvoir organisateur et l'inspection peuvent se faire produire les documents attestant de la préparation des cours et activités éducatives.

Section 2. — De l'horaire dans l'enseignement primaire

Art. 19. § 1^{er}. Les titulaires et les maîtres d'adaptation à prestations complètes sont tenus d'assurer 24 périodes de cours par semaine. Toutefois, pour autant que les nécessités du service le permettent, le Gouvernement, sur demande du directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, peut réduire ce nombre de périodes jusqu'à un minimum de 22 périodes hebdomadaires après avoir procédé à la concertation avec les organisations syndicales représentatives, conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2.

§ 2. Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné peuvent charger les titulaires et les maîtres d'adaptation d'assurer la surveillance des élèves 15 minutes avant le début des cours et 10 minutes après leur fin sans que la durée totale de leurs prestations de cours et de surveillance ne puisse dépasser 1 560 minutes par semaine

La limite à 1 560 minutes ne s'applique pas dans l'école ou l'implantation primaire isolée à classe unique.

La durée totale des prestations visée à l'alinéa 1^{er} est réduite à due concurrence lorsque le titulaire ou le maître d'adaptation ne preste pas un horaire complet.

§ 3. Les titulaires et les maîtres d'adaptation sont tenus d'accomplir au moins 60 périodes de concertation avec leurs collègues de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire, ainsi que, le cas échéant, de l'enseignement secondaire, selon les modalités définies aux articles 24 et 25.

Le nombre de périodes de concertation est réduit à due concurrence lorsque le titulaire ou le maître d'adaptation ne preste pas un horaire complet.

Sans préjudice du § 2, alinéa 2, la durée annuelle totale des prestations comprenant à la fois les cours, les surveillances et la concertation ne peuvent dépasser 962 heures par année scolaire.

§ 4. Les temps de préparation des leçons, de correction des travaux, de documentation, de mise à jour personnelle ne sont pas compris dans les maxima visés aux §§ précédents. Ils relèvent de l'organisation personnelle de travail des membres du personnel. Le directeur, le pouvoir organisateur et l'inspection peuvent se faire produire les documents attestant de la préparation des cours et activités éducatives.

Art. 20. § 1^{er}. Les maîtres de cours spéciaux ou de seconde langue à prestations complètes sont tenus d'assurer 24 périodes de cours par semaine.

§ 2. Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné peuvent charger les maîtres de cours spéciaux ou de seconde langue d'assurer la surveillance des élèves 15 minutes avant le début des cours et 10 minutes après leur fin sans que la durée totale de leurs prestations de cours et de surveillance ne puisse dépasser 1560 minutes par semaine.

La durée totale des prestations visée à l'alinéa 1^{er} est réduite à due concurrence lorsque le maître de cours spéciaux ou de seconde langue ne preste pas un horaire complet.

§ 3. Les maîtres de cours spéciaux ou de seconde langue sont tenus d'accomplir au moins 60 périodes de concertation avec leurs collègues de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire, ainsi que, le cas échéant, de l'enseignement secondaire, selon les modalités définies aux articles 24 et 25.

Le nombre de périodes de concertation est réduit à due concurrence lorsque le titulaire ou le maître d'adaptation ne preste pas un horaire complet.

La durée annuelle totale des prestations comprenant à la fois les cours, les surveillances et la concertation ne peuvent dépasser 962 heures par année scolaire.

§ 4. Les temps de préparation des leçons, de correction des travaux, de documentation, de mise à jour personnelle ne sont pas compris dans les maxima visés aux §§ précédents. Ils relèvent de l'organisation personnelle de travail des membres du personnel. Le directeur, le pouvoir organisateur et l'inspection peuvent se faire produire les documents attestant de la préparation des cours et activités éducatives.

Art. 21. § 1^{er}. Les maîtres de morale et de religion à prestations complètes sont tenus d'assurer 24 périodes de cours par semaine.

§ 2. Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné peuvent charger les maîtres de morale et de religion d'assurer la surveillance des élèves 15 minutes avant le début des cours et 10 minutes après leur fin sans que la durée totale de leurs prestations de cours et de surveillance ne puisse dépasser 1560 minutes par semaine.

La durée totale des prestations visée à l'alinéa 1^{er} est réduite à due concurrence lorsque le maître de morale ou de religion ne preste pas un horaire complet.

§ 3. Les maîtres de morale et de religion sont tenus d'accomplir au moins 60 périodes de concertation avec leurs collègues de l'enseignement primaire, ainsi que, le cas échéant, de l'enseignement secondaire, selon les modalités définies aux articles 24 et 25.

Le nombre de périodes de concertation est réduit à due concurrence lorsque le titulaire ou maître d'adaptation ne preste pas un horaire complet.

La durée annuelle totale des prestations comprenant à la fois les cours, la surveillance et la concertation ne peuvent dépasser 962 heures par année scolaire.

§ 4. Les temps de préparation des leçons, de correction des travaux, de documentation, de mise à jour personnelle ne sont pas compris dans les maxima visés aux §§ précédents. Ils relèvent de l'organisation personnelle de travail des membres du personnel. L'inspection peut se faire produire les documents attestant de la préparation des cours et activités éducatives.

Section 3. — De l'horaire des directeurs

Art. 22. Les directeurs sont présents pendant la durée des cours. Ils assistent aux séances de concertation qu'ils dirigent sauf lorsque le pouvoir organisateur en a décidé autrement.

Les directeurs qui n'assurent pas de périodes de cours sont présents en outre au moins 20 minutes avant le début des cours et 30 minutes après leur fin. Ceux qui assurent des périodes de cours ont les mêmes prestations hors cours que les titulaires de classe.

Lorsque les nécessités du service, notamment les contacts avec leur pouvoir organisateur, les tiennent éloignés de l'école, les directeurs, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, désignent un titulaire ou un maître de cours spéciaux ou de seconde langue pour les remplacer.

Art. 23. § 1^{er}. Le directeur d'une école de 50 élèves au plus est tenu d'assurer un horaire complet de 24 périodes de cours.

Le directeur d'une école dont le nombre d'élèves est supérieur à 50 et inférieur à 130 est tenu d'assurer 18 périodes de cours.

Le directeur d'une école dont le nombre d'élèves est supérieur à 129 et inférieur à 180 est tenu d'assurer 12 périodes de cours.

§ 2. L'attribution de l'échelle de traitement de directeur est déterminée comme suit :

- jusqu'à 71 élèves : l'échelle de traitement de chef d'école de une à trois classes;
- de 72 à 140 élèves : l'échelle de traitement de chef d'école de quatre à six classes;
- de 141 à 209 élèves : l'échelle de traitement de chef d'école de sept à neuf classes;
- à partir de 210 élèves : l'échelle de traitement de chef d'école de dix classes et plus.

§ 3. Les dates et les modalités à considérer pour l'application des §§ 1^{er} et 2 sont celles prévues à l'article 30 du décret.

Section 4. — De la concertation

Art. 24. Dans l'enseignement de la Communauté française, le Gouvernement peut organiser la concertation par école, par entité ou par zone.

Dans l'enseignement officiel subventionné, le pouvoir organisateur peut organiser la concertation par implantation, par école ou par commune.

Dans l'enseignement libre subventionné, la concertation est organisée par le pouvoir organisateur lorsqu'elle se réalise au sein d'une école, par le conseil d'entité lorsqu'elle se réalise au sein de l'entité.

Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement officiel subventionné, le pouvoir organisateur ou le conseil d'entité, dans l'enseignement libre subventionné, informe le Gouvernement des procédures de concertation mises en place, selon les modalités que celui-ci détermine.

Art. 25. § 1^{er}. Dans l'enseignement de la Communauté française, l'organisation de la concertation par zone ou entité est soumise à l'avis préalable du comité de concertation syndicale. Lorsqu'elle est organisée par école, la concertation est soumise à l'avis préalable du comité de concertation de base.

§ 2. Dans l'enseignement officiel subventionné, l'organisation de la concertation est soumise à l'avis préalable de la commission paritaire locale.

§ 3. Dans l'enseignement libre subventionné, l'organisation de la concertation par école se fait conformément aux dispositions relatives aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au comité pour la Protection du travail, ou, à défaut, dans les instances de concertation locales, ou, à défaut, avec les délégations syndicales.

Dans l'enseignement libre subventionné, il est créé une instance de concertation avec les organisations syndicales représentatives au niveau de l'entité. La composition et les règles de fonctionnement de cette instance de concertation sont réglées par le Gouvernement. Cette instance est compétente lorsque la concertation visée à l'article 24 est organisée par entité.

CHAPITRE IV. — *Du calcul de l'encadrement dans l'enseignement primaire et de son affectation*

Section 1re. — Du capital-périodes

Art. 26. Le capital-périodes applicable du 1^{er} septembre à la fin d'une année scolaire est calculé sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'école le 15 janvier précédent, pour autant que cette école ou cette implantation, si elle a fait l'objet d'un comptage séparé, soit maintenue le 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours.

Lorsqu'une école est organisée en deux ou plus de deux lieux d'implantation, les élèves de ces différents lieux d'implantation sont additionnés par niveau d'enseignement.

Les élèves des implantations situées à au moins 2 km de distance de toute autre implantation faisant partie de la même école et où un enseignement de même niveau est organisé, font l'objet d'un comptage séparé.

Lorsqu'une école ou implantation est fermée le 1^{er} octobre, les élèves qu'elle comptait le 15 janvier sont comptabilisés, pour le pouvoir organisateur à raison d'un 1,2 période par élève. Ces périodes sont ajoutées au reliquat visé à l'article 34, sous réserve que ces périodes restent affectées au sein de l'entité où se produit la fermeture de l'école ou implantation. Lorsque deux écoles ou implantations fusionnent, elles sont considérées comme fusionnées dès le 15 janvier précédent.

Dans le cas de la programmation d'une nouvelle école, le capital-périodes est calculé sur base du nombre d'élèves, régulièrement inscrits dans l'école le 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours.

Art. 27. Lorsque le nombre d'élèves de toutes les écoles organisées par le pouvoir organisateur ou un pouvoir organisateur du même réseau, sur le territoire de la commune dans l'enseignement de la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné, sur le territoire de l'entité, dans l'enseignement libre subventionné, le 1^{er} octobre est supérieur ou inférieur de 5 % au moins au nombre calculé le 15 janvier précédent, un nouveau calcul de l'encadrement est opéré pour chacune des écoles. Il s'applique du 1^{er} octobre à la fin de l'année scolaire.

Art. 28. Le capital-périodes est l'addition des périodes générées pour les cours des titulaires et les cours d'éducation physique, pour les directions d'école, pour les cours de langue moderne et, le cas échéant, les cours d'adaptation à la langue de l'enseignement.

Art. 29. § 1^{er}. Le nombre de périodes générées pour les cours des titulaires et les cours d'éducation physique dans une école ou une implantation à comptage séparé est déterminé d'après le tableau ci-après :

Nombre d'élèves	Nombre de périodes
jusqu'à 19	26
de 20 à 25	28
de 26 à 30	52
de 31 à 44	54
de 45 à 50	78
de 51 à 53	80
de 54 à 56	82
de 57 à 59	84
de 60 à 62	86
de 63 à 65	88
de 66 à 68	90
de 69 à 71	92
de 72 à 77	104
de 78 à 80	106
de 81 à 83	108
de 84 à 86	110
de 87 à 89	112
de 90 à 92	114
de 93 à 98	130
de 99 à 101	132
de 102 à 104	134
de 105 à 107	136
de 108 à 110	138
de 111 à 114	144
pour 115	156
à partir de 116	156 + 1,2 par élève

§ 2. Dans les écoles visées à l'article 11, 3°, de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, le nombre d'élèves est multiplié par 1,5 pour déterminer l'encadrement.

Le nombre des enfants provenant :

1. d'un home ou d'une famille d'accueil, pour autant qu'ils y aient été placés par le juge ou le conseiller d'aide à la jeunesse;

2. d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe;

3. d'un centre d'accueil organisé ou reconnu par l'Office de la naissance et de l'enfance, est multiplié par 1,5 quelle que soit l'école fréquentée.

Une attestation émanant de la direction du centre d'accueil, de l'internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, du home ou de la famille d'accueil doit être présentée au vérificateur pour justification. Ce document sera renouvelé chaque année.

Art. 30. Sans préjudice de l'article 27, le nombre de périodes générées pour les directions d'école, applicable du 1^{er} septembre à la fin de l'année scolaire, est déterminé au 15 janvier précédent comme suit :

— 6 périodes pour une école dont le nombre d'élèves est supérieur à 50 et inférieur à 130;

— 12 périodes hebdomadaires pour une école dont le nombre d'élèves est supérieur à 129 et inférieur à 180;

— 24 périodes hebdomadaires pour une école de 180 élèves et plus.

Dans les écoles fondamentales, les élèves régulièrement inscrits le 1^{er} octobre précédent dans l'enseignement maternel sont ajoutés à ceux visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 31. Sans préjudice de l'article 27, le nombre de périodes générées pour les cours de langue moderne, applicable du 1^{er} septembre à la fin de l'année scolaire, est déterminé au 15 janvier précédent en multipliant par 2 le nombre de cours repris dans le tableau ci-après, qui ne prend en compte que les élèves de 5^e et 6^e primaires, par école ou par implantation à comptage séparé :

Nombre d'élèves	Nombre de cours
jusqu'à 23 élèves	1 cours
à partir de 24 élèves	2 cours
à partir de 45 élèves	3 cours
à partir de 72 élèves	4 cours
à partir de 93 élèves	5 cours
à partir de 115 élèves	6 cours
à partir de 141 élèves	7 cours
à partir de 164 élèves	8 cours
à partir de 187 élèves	9 cours
à partir de 210 élèves	10 cours
à partir de 233 élèves	11 cours
+ 23 élèves	+ 1 cours

Art. 32. § 1^{er}. Un cours d'adaptation à la langue de l'enseignement peut être organisé à raison de trois périodes par semaine au profit d'élèves apatrides ou de nationalité étrangère ou adoptés :

1° dont la langue maternelle ou usuelle diffère de la langue de l'enseignement;

2° qui fréquentent l'enseignement primaire de la Communauté française ou celui qu'elle subventionne, depuis moins de trois années complètes et ne connaissent pas suffisamment la langue de l'enseignement pour s'adapter avec succès aux activités de la classe dans laquelle ils sont inscrits;

3° dont les parents ou les personnes à la garde desquelles l'enfant est confié sont domiciliés ou résident en Belgique et ne possèdent pas la nationalité belge, sauf dans le cas de l'adoption.

§ 2. Le cours visé au § 1^{er} est confié à un titulaire ou à un maître d'adaptation. Le cours peut être créé dans chaque école comptant au minimum dix élèves réunissant les conditions fixées.

§ 3. Le nombre de périodes par école en faveur des élèves repris au § 1^{er}, applicable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant est déterminé, au 1^{er} octobre de l'année en cours, comme suit :

Nombre d'élèves	Nombre de périodes
de 10 à 20 élèves	3 périodes
de 21 à 44 élèves	6 périodes
de 45 à 59 élèves	9 périodes
de 60 à 74 élèves	12 périodes
de 75 à 89 élèves	15 périodes
+ 15 élèves	+ 3 périodes

§ 4. Le cours est donné pendant les heures normales d'ouverture de l'école. Il peut être organisé au-delà des 28 périodes hebdomadaires.

§ 5. Le Gouvernement est chargé d'évaluer tous les deux ans l'impact de l'application du présent article.

Art. 33. § 1^{er}. La somme des nombres de périodes obtenus en application des articles 29 à 32 constitue le capital-périodes de l'école.

§ 2. L'emploi de directeur d'école primaire ou d'école fondamentale est imputé au capital périodes à raison de 24 périodes dans l'enseignement primaire, d'un emploi dans l'enseignement maternel.

§ 3. Pour chaque école ou implantation à comptage séparé, le nombre de titulaires ou de maîtres d'adaptation est le quotient entier de la division par 24 du résultat obtenu à l'article 29 dont on soustrait le nombre de périodes réservées aux cours d'éducation physique, à savoir deux périodes par classe organisée.

Lorsque le directeur assume des périodes de cours, il est assimilé au titulaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les cours d'éducation physique, le regroupement des élèves d'un même degré est autorisé, sous réserve que le nombre total ne dépasse pas 25.

§ 4. Le nombre de périodes restantes après imputation au capital-périodes du directeur visé au § 2, des titulaires, des maîtres d'adaptation et des maîtres d'éducation physique visés au § 3, des maîtres de seconde langue assurant les cours visés sous 4, des périodes d'adaptation à la langue de l'enseignement visées à l'article 32, § 3, constitue le reliquat.

Art. 34. Les reliquats des différentes écoles et implantations à comptage séparé sont globalisés au niveau de la zone, dans l'enseignement de la Communauté française, de la commune, dans l'enseignement officiel subventionné et de l'entité, dans l'enseignement libre subventionné.

Dans l'enseignement libre subventionné, par dérogation à l'alinéa précédent, lorsqu'une école comprend une ou plusieurs implantations à comptage séparé, les reliquats sont additionnés et le résultat ainsi obtenu est divisé par 24. Le quotient entier constitue le nombre de titulaires ou de maîtres d'adaptation supplémentaires affectables à l'école et/ou ses implantations. Le reste de la division entière constitue le reliquat transférable.

L'utilisation du reliquat est de la compétence des directeurs dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné, après qu'ils ont pris l'avis selon les cas du comité de concertation de base ou de la commission paritaire locale.

L'utilisation du reliquat est de la compétence du conseil d'entité dans l'enseignement libre subventionné après qu'a été organisée la concertation au sein de l'instance de concertation par entité créée en application de l'article 25, § 3, alinéa 2.

Dans l'enseignement de la Communauté française, le Gouvernement peut modifier l'affectation des reliquats.

Art. 35. § 1^{er}. Les reliquats visés à l'article 34 servent à créer des classes supplémentaires, à organiser des cours d'adaptation, des cours de langue et d'éducation physique, à constituer des groupes de taille réduite.

§ 2. Les reliquats peuvent aussi être utilisés pour une aide à la gestion pédagogique ou administrative à temps plein ou à mi-temps. Celle-ci est exercée par un titulaire, un maître d'éducation physique ou de seconde langue ou un maître d'adaptation.

Le membre du personnel chargé de l'aide à la gestion pédagogique ou administrative conserve l'échelle barémique liée à la fonction dans laquelle il est nommé, désigné ou engagé. Son emploi est imputé, selon le cas, à raison de 24 ou de 12 périodes sur le capital-périodes. Son horaire hebdomadaire est, selon le cas, de 36 ou de 18 heures.

Dans le cas où un membre du personnel chargé de l'aide à la gestion pédagogique ou administrative est au service de pouvoirs organisateurs différents, il dépend administrativement et statutairement de l'un d'entre eux et preste ses services à chacun conformément à l'accord intervenu entre tous.

Art. 36. Sans préjudice de l'article 34, le Gouvernement, pour l'enseignement de la Communauté française, chaque pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné, chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs pour l'enseignement libre subventionné, a le droit de prélever un maximum de 1 pour cent du capital-périodes dans les établissements qu'il organise. Ces prélèvements arrondis à l'unité supérieure sont attribués à certains établissements, en vue de leur permettre un meilleur fonctionnement.

Dans l'enseignement libre subventionné, les dispositions de l'alinéa 1^{er}, sont de la compétence du groupe de pouvoir organisateur par zone géographique.

Art. 37. Pour des raisons pédagogiques, notamment en raison de modifications importantes du nombre d'élèves dans certaines écoles ou implantations à comptage séparé entre le 15 janvier et le 1^{er} octobre, le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement officiel subventionné, le pouvoir organisateur ou le conseil d'entité, dans l'enseignement libre subventionné, peuvent modifier la répartition visée à l'article 33, selon les procédures fixées à l'article 34, alinéas 2 et 3.

Dans l'enseignement de la Communauté française, le Gouvernement peut modifier la répartition visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 38. Chaque conseil de participation est tenu informé de la répartition du capital-périodes. Le cas échéant, il adresse ses remarques au directeur dans l'enseignement de la Communauté française, au pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné.

Section 2. — Des cours de morale et de religion

Art. 39. Dans chaque implantation, isolée ou non, un cours de morale ou de religion est organisé dès qu'un élève est inscrit dans un de ces cours, conformément à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Le cas échéant, le cours est créé ou supprimé dans le courant de l'année scolaire.

Le nombre de groupes, applicable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant est fixé, pour le cours le plus suivi, conformément au tableau ci-après, qui prend en compte l'ensemble des élèves de l'implantation inscrits dans ce cours le 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours :

Nombre d'élèves	Nombre de groupes
jusqu'à 25 élèves	1 groupe
à partir de 26 élèves	2 groupes
à partir de 45 élèves	3 groupes
à partir de 72 élèves	4 groupes
à partir de 93 élèves	5 groupes
à partir de 115 élèves	6 groupes

à partir de 141 élèves	7 groupes
à partir de 164 élèves	8 groupes
à partir de 187 élèves	9 groupes
à partir de 210 élèves	10 groupes
à partir de 233 élèves	11 groupes
+ 23 élèves	+ 1 groupe

Les cours les moins suivis comptent le même nombre de groupes que le cours le plus suivi, sans pouvoir excéder un groupe par année, sauf lorsque l'application du tableau de l'alinéa 2 fournit un résultat plus favorable. En outre, chaque groupe d'élèves ne peut comporter moins de 5 élèves, sauf s'il y a effectivement moins de 5 élèves qui suivent les cours. Toutefois, lorsque l'implantation compte des élèves répartis, d'une part, en première et deuxième primaires, d'autre part, en troisième, quatrième, cinquième et sixième primaires, deux groupes peuvent être organisés dans les cours les moins suivis s'il y a au moins deux groupes dans le cours le plus suivi.

Le cours moins suivi est organisé par degré lorsque le cours le plus suivi compte effectivement au moins un groupe par degré.

Un groupe comprend deux périodes de cours. Ces deux périodes peuvent être groupées.

Lorsqu'un élève est amené à suivre un cours de morale ou de religion moins suivi qui n'est pas donné simultanément avec le cours le plus suivi, il ne peut être soustrait de son groupe classe qu'au moment des travaux dirigés visés à l'article 2, 22°, et ceux-ci ne peuvent comprendre aucune acquisition nouvelle dans les savoirs et compétences visés à l'article 16, § 3, du décret du 24 juillet 1997 précité.

Art. 40. Les chefs des cultes affectent les maîtres de religion aux pouvoirs organisateurs. Ceux-ci affectent les maîtres aux différentes écoles et implantations conformément aux contraintes horaires. Lorsqu'un maître de religion preste des services auprès de différents pouvoirs organisateurs, ceux-ci se concertent afin d'établir les horaires.

CHAPITRE V. — *Du calcul de l'encadrement dans l'enseignement maternel et de son affectation*

Art. 41. § 1^{er}. Le nombre d'emplois créés ou subventionnés dans chaque école, dans la Section maternelle de chaque école fondamentale ou dans chaque implantation à comptage séparé, est déterminé conformément au tableau des normes suivant :

Nombre d'élèves inscrits	Nombre d'emplois
jusqu'à 19	1
de 20 à 25	1,5
de 26 à 39	2
de 40 à 45	2,5
de 46 à 63	3
de 64 à 70	3,5
de 71 à 86	4
de 87 à 94	4,5
de 95 à 109	5
de 110 à 119	5,5
de 120 à 130	6
de 131 à 141	6,5
de 142 à 153	7
de 154 à 165	7,5
de 166 à 176	8
de 177 à 188	8,5
de 189 à 201	9
de 202 à 212	9,5
de 213 à 223	10
de 224 à 234	10,5
de 235 à 245	11
de 246 à 257	11,5
de 258 à 268	12
de 269 à 279	12,5
de 280 à 290	13
de 291 à 301	13,5
de 302 à 311	14
de 312 à 321	14,5
de 322 à 331	15
de 332 à 341	15,5
de 342 à 351	16
de 352 à 361	16,5
de 362 à 371	17
de 372 à 381	17,5

de 382 à 391	18
de 392 à 401	18,5
de 402 à 411	19
de 412 à 421	19,5
de 422 à 431	20

et ainsi de suite par tranche de 10 élèves.

§ 2. Dans les écoles visées à l'article 11, 3°, de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, le nombre d'élèves est multiplié par 1,5 pour déterminer l'encadrement.

Le nombre des enfants provenant :

1. d'un home ou d'une famille d'accueil, pour autant qu'ils y aient été placés par le juge ou le conseiller d'aide à la jeunesse;
 2. d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe;
 3. d'un centre d'accueil organisé ou reconnu par l'Office de la naissance et de l'enfance,
- est multiplié par 1,5 quelle que soit l'école fréquentée.

Une attestation émanant de la direction du centre d'accueil, de l'internat pour enfant dont les parents n'ont pas de résidence fixe, du home ou de la famille d'accueil doit être présentée au vérificateur pour justification. Ce document sera renouvelé chaque année.

Art. 42. L'encadrement est calculé le 1^{er} octobre. Il couvre la période allant du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant. Sont pris en compte les élèves qui réunissent les conditions ci-après :

- 1° être âgé d'au moins deux ans et demi au 30 septembre de l'année scolaire en cours;
- 2° fréquenter la même école ou implantation à comptage séparé pendant le mois de septembre en y étant présent dix demi-jours au moins répartis sur dix journées, à condition que leur inscription n'ait pas été retirée au cours du mois de septembre.

L'inscription est effective le dixième jour de présence.

Cette prise en compte vaut pour l'année scolaire entière dans le calcul de l'emploi de la dernière école fréquentée aux conditions fixées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 43. Un second comptage est réalisé le 1^{er} jour de classe qui suit les vacances de Noël. Il prend en compte les élèves qui, âgés de deux ans et demi au moins ont fréquenté l'école ou l'implantation considérée pendant dix demi-jours répartis sur dix journées.

L'encadrement n'est revu à la hausse par rapport à l'article 42 que si le nombre d'élèves régulièrement inscrits atteint la norme supérieure permettant l'organisation ou le subventionnement d'un emploi à mi-temps, ou à temps plein. Sans préjudice de l'article 44, le nouvel encadrement s'applique du 1^{er} jour de classe qui suit les vacances de Noël jusqu'au 30 juin.

Art. 44. Un troisième comptage est réalisé le 11^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances de printemps. Il prend en compte les élèves qui, âgés de deux ans et demi au moins ont fréquenté l'école ou l'implantation considérée pendant dix demi-jours répartis sur dix journées.

L'encadrement n'est revu à la hausse, par rapport à l'article 43, que si le nombre d'élèves régulièrement inscrits atteint la norme supérieure permettant l'organisation ou le subventionnement d'un emploi à mi-temps, ou à temps plein. Le nouvel encadrement s'applique du 11^e jour de classe qui suit les vacances de printemps jusqu'au 30 juin.

Art. 45. Dans les écoles maternelles, le directeur d'école maternelle autonome de 50 élèves au plus est tenu d'assurer un horaire complet. Lorsque le nombre d'élèves est supérieur à 50 et inférieur à 130, il est tenu d'assurer les trois quarts d'un horaire complet. Lorsque le nombre d'élèves est supérieur à 129 et inférieur à 180, il est tenu d'assurer la moitié d'un horaire complet.

Le nombre d'emplois, tel qu'il résulte du tableau figurant à l'article 41, est augmenté, selon le cas, d'un emploi à quart temps, à mi-temps ou à temps plein.

Les nombres sont calculés au 1^{er} octobre et applicables jusqu'au 30 septembre suivant.

L'attribution de l'échelle de traitement de directrice est déterminée conformément à l'article 23.

Art. 46. A l'exception du demi-emploi créé lorsque l'école ou l'implantation compte 20 à 25 élèves, les emplois à mi-temps des différentes écoles et implantations sont globalisés au niveau de l'établissement, dans l'enseignement de la Communauté française, de la commune, dans l'enseignement officiel subventionné, de l'entité, dans l'enseignement libre subventionné.

Dans l'enseignement libre subventionné, par dérogation à l'alinéa précédent, lorsqu'une école comprend une ou plusieurs implantations à comptage séparé, les reliquats sont additionnés au sein de l'établissement. Seul l'emploi à mi-temps est globalisé au sein de l'entité.

L'utilisation des mi-temps est de la compétence du directeur dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné, après qu'il a pris l'avis selon les cas du comité de concertation de base ou de la commission paritaire locale.

L'utilisation des mi-temps est de la compétence du conseil d'entité dans l'enseignement libre subventionné après qu'a été organisée la concertation au sein de l'instance de concertation par entité créée en application de l'article 25, § 3, alinéa 2.

Dans l'enseignement de la Communauté française, le Gouvernement peut modifier la répartition des mi-temps.

Art. 47. Sans préjudice de l'article 46, le Gouvernement, pour l'enseignement de la Communauté française, chaque pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné, chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement libre subventionné, a le droit de transformer une partie des prélèvements visés à l'article 36 en emploi(s) d'instituteur à quart temps, à mi-temps, à trois-quart temps ou à temps plein, en vue de les affecter dans les établissements maternels qu'il organise, afin de leur permettre un meilleur fonctionnement.

Pour cette transformation, un quart temps d'instituteur maternel correspond à 6 périodes du capital-périodes.

Dans l'enseignement libre subventionné, les dispositions de l'alinéa 1^{er} sont de la compétence du groupe de pouvoirs organisateurs par zone géographique.

Art. 48. Chaque conseil de participation est tenu informé de la répartition de l'encadrement. Le cas échéant, il adresse ses remarques au directeur dans l'enseignement de la Communauté française, au pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné.

CHAPITRE VI. — *De certaines dispositions relatives à la gestion des personnels*

Art. 49. La réaffectation, le rappel à l'activité de service, la remise au travail, le complètement de charge produisent leurs effets le 1^{er} septembre sauf lorsque la mise en disponibilité ou la perte partielle de charge résultent d'une diminution au 1^{er} octobre de l'encadrement visé aux articles 27, 33, § 1^{er}, 38 et 42. Dans ce cas, ils produisent leurs effets au 1^{er} novembre.

Lorsqu'un membre du personnel mis en disponibilité ou en perte partielle de charge n'a pu être réaffecté, rappelé à l'activité de service, remis au travail ou voir sa charge complétée, il l'est dès qu'un emploi est disponible même temporairement dans l'école, la commune ou l'entité.

Art. 50. Dans les établissements de la Communauté française, dans les établissements officiels subventionnés et dans les établissements libres subventionnés de caractère non confessionnel, le maître de morale mis en disponibilité, totale ou partielle, par défaut d'emploi est remis au travail comme titulaire s'il possède le titre d'instituteur primaire. Toutefois, lorsque la disponibilité est partielle, cette remise au travail ne peut pas se faire dans la même école ou implantation.

Dans les établissements libres subventionnés se réclamant d'un caractère confessionnel, le maître de religion correspondant au caractère de l'enseignement mis en disponibilité, totale ou partielle, par défaut d'emploi est remis au travail comme titulaire s'il possède le titre d'instituteur primaire.

Dans l'un et l'autre cas, l'obligation de rappeler provisoirement à l'activité en qualité de titulaire, selon le cas, un maître de morale non confessionnelle ou un maître de religion, titulaire du diplôme d'instituteur primaire ne s'impose que pour des emplois à prestations complètes ou à prestations incomplètes comportant une demi-charge, sauf si le pouvoir organisateur dispose d'un reliquat de périodes permettant un rappel provisoire partiel à l'activité ou correspondant à la perte de charge subie par le membre du personnel précité.

Art. 51. Les maîtresses de travaux féminins, de coupe-couture ainsi que les maîtres de travaux manuels nommés ou engagés à titre définitif, en activité de service pendant l'année scolaire 1997-1998 ne peuvent pas être mis en disponibilité par défaut d'emploi. Leurs prestations sont imputables au capital-périodes, à raison de 24 périodes par charge complète. Ils sont tenus de fournir les services visés à l'article 20.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives*

Section 1re. — Modifications aux lois coordonnées sur l'enseignement primaire du 20 août 1957

Art. 52. L'article 50 des lois coordonnées sur l'enseignement primaire du 20 août 1957 est abrogé.

Art. 53. L'article 50bis des mêmes lois est abrogé.

Section 2. — Modifications à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 54. Dans l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est inséré un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« Les dotations relatives à l'enseignement maternel et primaire sont fixées au montant indexé de l'année précédente, adapté en fonction de la variation de la population scolaire, augmenté de 350 francs par élève régulier en 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, et de 400 francs par élève régulier en 2006. Ces majorations sont fixées à l'indice 125. Elles sont indexées annuellement. »

Art. 55. Dans l'article 8 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le premier alinéa, modifié par la loi du 14 juillet 1978, les mots « au moins » sont supprimés;

2° il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Dans les établissements libres subventionnés se réclamant d'un caractère confessionnel, l'horaire hebdomadaire comprend deux heures de la religion correspondant au caractère de l'enseignement. »

Art. 56. Dans l'article 32 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots « 1670 francs pour l'enseignement préscolaire, 2230 francs pour l'enseignement primaire » sont supprimés;

2° il est inséré un § 3bis rédigé comme suit :

« § 3bis. Le montant des subventions de fonctionnement est de 6354 francs par élève régulier dans l'enseignement maternel, de 8 351 francs par élève régulier dans l'enseignement primaire.

Ces montants sont majorés de 350 francs en 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, et de 400 francs en 2006.

Les montants et leur majoration sont fixés à l'indice 125. Ils sont indexés annuellement. »

Section 3. — Modifications à l'arrêté royal du 27 octobre 1966 fixant les normes de population scolaire dans les écoles gardiennes et primaires

Art. 57. L'intitulé de l'arrêté royal du 27 octobre 1966 fixant les normes de population scolaire dans les écoles gardiennes et primaires est complété par les mots « d'enseignement spécial ».

Section 4. — Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 58. Dans l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement

préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le point *a*) de la rubrique « A. Dans l'enseignement maternel », un point 2 rédigé comme suit est ajouté :
« 2. Instituteur maternel chargé des cours en immersion; »;
- 2° dans le point *a*) de la rubrique « B. Dans l'enseignement primaire », un point *1bis* rédigé comme suit est inséré :
« *1bis*. Instituteur primaire chargé des cours en immersion; »;
- 3° dans le même point *a*) de la même rubrique « B. Dans l'enseignement primaire », le point 5 est abrogé;
- 4° dans le point *a*) de la rubrique « *Bbis*. Dans l'enseignement fondamental », un point *1bis* rédigé comme suit est inséré :
« *1bis*. Instituteur maternel chargé des cours en immersion; »;
- 5° dans le même point *a*) de la même rubrique « *Bbis*. Dans l'enseignement fondamental », un point *2bis* rédigé comme suit est inséré :
« *2bis*. Instituteur primaire chargé des cours en immersion; »;
- 6° dans le même point *a*) de la même rubrique « *Bbis*. Dans l'enseignement fondamental », le point 6 est abrogé;
- 7° dans le point *a*) de la rubrique « C. Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur », le point 2, abrogé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992, est rétabli dans la rédaction suivante :
« 2. professeur de cours généraux chargé des cours en immersion; »;
- 8° dans le point *a*) de la rubrique « D. Dans l'enseignement secondaire du degré supérieur », un point *1bis* rédigé comme suit est inséré :
« *1bis*. Professeur de cours généraux chargé des cours en immersion; ».

Art. 59. Sont insérés un article *6bis* et un article *6ter* dans le Chapitre II de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. Les titres requis pour la fonction d'instituteur maternel chargé des cours d'immersion dans l'apprentissage d'une langue que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement maternel sont fixés comme suit :

1. un titre pédagogique équivalent à celui d'instituteur maternel, délivré dans la langue de l'immersion, ou
2. un titre pédagogique équivalent à celui d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou supérieur, délivré dans la langue de l'immersion complété par le certificat d'aptitude dans l'enseignement primaire visé à l'article 7, ou
3. le diplôme d'instituteur maternel complété par un diplôme équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur, délivré dans la langue de l'immersion, ou
4. le diplôme d'instituteur primaire complété par un diplôme équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur, délivré dans la langue de l'immersion. »

« Art. *6ter*. Les titres requis pour la fonction d'instituteur maternel chargé des cours d'apprentissage par immersion en langue des signes que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement maternel sont fixés comme suit :

- 1° le diplôme d'instituteur maternel complété par le certificat de langue des signes— nouveau approfondi délivré par l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale. »
- 2° le diplôme d'instituteur primaire complété par le certificat de langue des signes — nouveau approfondi délivré par l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale. »

Art. 60. Dans l'article 7 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° il est inséré un point *1bis* rédigé comme suit :
« *1bis*. Instituteur primaire chargé des cours d'immersion dans l'apprentissage d'une langue :
a) un titre pédagogique équivalent à celui d'instituteur primaire, délivré dans la langue de l'immersion,
b) un titre pédagogique équivalent à celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou supérieur, délivré dans la langue de l'immersion complété par le certificat d'aptitude à enseigner une langue étrangère dans l'enseignement primaire visé à l'article 7, ou
c) le diplôme d'instituteur primaire complété par un diplôme équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur, délivré dans la langue de l'immersion. »
« *1ter*. Instituteur primaire chargé des cours d'apprentissage par immersion en langue des signes : le diplôme d'instituteur primaire complété par le certificat de langue des signes— niveau approfondi délivré par l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale. »
- 2° le point 7 est remplacé par les dispositions suivantes :
« 7. Maître de seconde langue :
a) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (Section langues germaniques) complété par le certificat d'aptitude à enseigner une langue étrangère dans l'enseignement primaire dont le Gouvernement organise la délivrance, ou
b) le diplôme d'instituteur primaire complété :
— pour le néerlandais et l'allemand, par le certificat de connaissance approfondie visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques;
— pour l'anglais, par un certificat de connaissance approfondie dont le Gouvernement organise la délivrance. »

3° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Les points 4 à 6 sont applicables uniquement à l'enseignement primaire spécial. »

Art. 61. L'article 8, 2., du même arrêté, abrogé par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 2. Professeur de cours généraux chargé des cours d'immersion dans l'apprentissage d'une langue :

a) un titre pédagogique équivalent à celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, délivré dans la langue de l'immersion, ou

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par un diplôme équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion. »

« 2bis. Professeur de cours généraux chargé des cours d'apprentissage par immersion en langue des signes : le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par le certificat de langue des signes — niveau approfondi délivré par l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale. »

Art. 62. Dans l'article 9 du même arrêté, sont insérés les points 1bis et 1ter rédigés comme suit :

« 1bis. Professeur de cours généraux chargé des cours d'immersion dans l'apprentissage d'une langue :

a) un titre pédagogique équivalent à celui d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion, ou

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par un diplôme équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion.

1ter. Professeur de cours généraux chargé des cours d'apprentissage par immersion en langue des signes : le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par le certificat de langue des signes—niveau approfondi délivré par l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale. »

Section 6. — Modification à l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours spéciaux dans les écoles primaires, dans les internats pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, dans les classes primaires annexées à tout autre établissement d'enseignement, dans les instituts médico-pédagogiques et dans les écoles et classes d'enseignement primaire spécial dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande

Art. 63. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours spéciaux dans les écoles primaires, dans les internats pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, dans les classes primaires annexées à tout autre établissement d'enseignement, dans les instituts médico-pédagogiques et dans les écoles et classes d'enseignement primaire spécial dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes « et dans les écoles et classes d'enseignement primaire spécial dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande » sont supprimés;

2° les termes « sont considérés comme cours spéciaux les cours qui figurent au programme des études sous l'une des appellations suivantes :

- éducation physique;
- travail manuel;
- coupe, couture;
- économie domestique »,

sont remplacés par les termes « est considéré comme cours spécial le cours figurant au programme des études sous l'appellation éducation physique »;

3° un alinéa 2 rédigé comme suit est ajouté :

« Dans les écoles et classes d'enseignement primaire spécial, sont considérés comme cours spéciaux les cours qui figurent au programme des études sous l'une des appellations suivantes :

- éducation physique;
- travail manuel;
- coupe, couture;
- économie domestique. »

Section 7. — Modifications à la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré

Art. 64. Un chapitre VIIbis est inséré dans la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré, contenant les articles 20bis, 20ter, 20quater et 20quinquies et rédigé comme suit :

« Chapitre VIIbis. Du nombre de jours de classe dans l'enseignement spécial. »

Art. 65. Il est inséré un article 20bis dans la même loi, rédigé comme suit :

« Art. 20bis. Le Gouvernement fixe annuellement les jours de classe et les jours de congé. Le nombre de jours de classe annuel est de 182 jours. Toutefois, le Gouvernement peut le fixer à 181 ou 183 jours.

Le Gouvernement peut prévoir des jours de congé de réserve à disposition des pouvoirs organisateurs. »

Art. 66. Il est inséré un article 20ter dans la même loi, rédigé comme suit :

« Art. 20ter. Dans l'enseignement secondaire spécial de forme 3, les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents pendant 15 jours au maximum sur l'année.

Dans l'enseignement secondaire spécial de forme 4, les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents pendant 15 jours au maximum sur l'année au premier degré, pendant 25 jours au maximum au second degré, pendant 25 jours au maximum au troisième degré.

Art. 67. Il est inséré un article *20quater* dans la même loi, rédigé comme suit :

« Art. *20quater*. § 1^{er}. Dans l'enseignement primaire spécial, les cours sont suspendus pendant trois jours afin de permettre aux membres du personnel enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel social et du personnel psychologique :

1° d'assister à une journée d'information organisée par l'inspection cantonale;

2° d'assister à deux journées de formation organisées par le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, par l'inspection, dans l'enseignement de la Communauté.

§ 2. Dans l'enseignement secondaire spécial, les cours peuvent être suspendus pendant deux jours afin de permettre aux membres du personnel enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel social et du personnel psychologique d'assister à deux journées de concertation et de formation organisées par le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, par le directeur, dans l'enseignement de la Communauté. »

§ 3. Tous les membres du personnel sont tenus d'assister aux journées d'information, de concertation et de formation visées aux §§ 1^{er} et 2.

Les journées de formation visées au § 1^{er}, 2°, peuvent s'inscrire dans les formations organisées dans le cadre du décret du 24 décembre 1990 relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

Art. 68. Il est inséré un article *20quinquies* dans la même loi, rédigé comme suit :

« Art. *20quinquies*. Lorsqu'il n'existe pas de congé de réserve et qu'une festivité locale rend impossible la tenue des cours un jour réservé à la classe, le pouvoir organisateur est tenu d'organiser une des deux journées visées respectivement aux articles *20quater*, alinéa 1^{er}, 2°, et *20quinquies* pendant un jour de congé des élèves. Il en informe le Gouvernement selon les modalités que celui-ci détermine. »

*Section 8. — Modifications à la loi du 19 juillet 1971
relative à la structure générale de l'enseignement secondaire*

Art. 69. L'article *4bis*, § 2, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, est complété par l'alinéa suivant :

« L'élève poursuit au premier degré de l'enseignement secondaire, sous forme de cours de langue moderne I, l'étude de la langue moderne commencée dans l'enseignement primaire. Les socles de compétences visés à l'article 16, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, sont rédigés en conséquence.

Toutefois les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, qui devront être avertis de la difficulté supplémentaire qu'ils imposent à leur enfant et prendre l'avis du Conseil d'admission et du Centre psycho-médico-social, peuvent inscrire leur enfant dans un cours de langue moderne I différent du cours suivi en primaire. »

Art. 70. Un article *7quater* est inséré au sein du chapitre II de la même loi, rédigé comme suit :

« Article *7quater*. § 1^{er}. Un quart de l'horaire visé à l'article *4ter*, § 1^{er}, §§ 2 et 3, ainsi qu'à l'article *7ter*, peut être organisé dans une langue moderne autre que le français, sous forme d'apprentissage par immersion.

Dans l'enseignement subventionné, l'autorisation de réaliser l'apprentissage par immersion visé à l'alinéa 1^{er} est accordée par le Gouvernement sur demande du pouvoir organisateur. L'avis du conseil de participation visé à l'article 3 est joint à la demande.

Dans l'enseignement de la Communauté française, l'autorisation est donnée par le Gouvernement sur demande du directeur, après avoir pris l'avis du conseil de participation visé à l'article 3.

Lorsqu'un établissement organise l'apprentissage par immersion, celui-ci est intégré dans le projet d'établissement.

§ 2. Dans le cadre de l'immersion, les compétences visées aux articles 25 et 26 du décret du 24 juillet précité restent d'application dans les cours de l'horaire réalisés en immersion.

§ 3. Dans la Région de Bruxelles-Capitale, la langue moderne dans laquelle peut être organisée l'immersion est le néerlandais.

Dans la Région wallonne, la langue moderne dans laquelle peut être organisée l'immersion est l'anglais, le néerlandais ou l'allemand.

Dans une école pratiquant l'apprentissage d'une langue moderne par immersion, celle-ci ne peut être réalisée que dans une seule langue.

§ 4. Dans les écoles pratiquant l'apprentissage d'une langue moderne par immersion, le cours de langue moderne I peut être intégré dans la partie de l'horaire réalisée en immersion. »

Art. 71. Un article *7quinquies* est inséré au sein du chapitre II de la même loi, rédigé comme suit :

« Article *7quinquies*. § 1^{er}. La partie de la grille-horaire réalisée en immersion au degré inférieur de l'enseignement secondaire est assurée par des professeurs de cours généraux porteurs des titres suivants :

1° un titre pédagogique, équivalent à celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, délivré dans la langue de l'immersion;

2° le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par un diplôme équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion.

§ 2. La partie de la grille-horaire réalisée en immersion au degré supérieur de l'enseignement secondaire est assurée par des professeurs de cours généraux porteurs des titres suivants :

1° un titre pédagogique, équivalent à celui d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, délivré dans la langue de l'immersion;

2° le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par un diplôme équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion. »

§ 3. Le Gouvernement est habilité à considérer comme satisfaisant aux exigences en matière d'emploi des langues les professeurs de cours généraux chargés de l'apprentissage par immersion faisant la preuve de leur connaissance suffisante du français, telle qu'elle est visée à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1963 précitée. A défaut, le Gouvernement peut leur accorder une dérogation pendant 3 années scolaires. Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, après avoir pris l'avis du conseil de participation visé à l'article 3, prend les dispositions de nature à assurer la communication entre ces enseignants et les parents.

Les professeurs de cours généraux chargés de l'apprentissage par immersion ne peuvent pas être nommés ou engagés définitivement aussi longtemps qu'ils ne remplissent pas les conditions relatives à l'emploi des langues.

Art. 72. Le chapitre III de la même loi, contenant les articles 8, 9 et 10 est remplacé par le chapitre III suivant, contenant les articles 8, 9, 10 et 10bis :

« Chapitre III. Du nombre de jours de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire. »

Art. 73. L'article 8 de la même loi est remplacé par l'article 8 suivant :

« Article 8. Le Gouvernement fixe annuellement les jours de classe et les jours de congé. Le nombre de jours de classe annuel est de 182 jours. Toutefois, le Gouvernement peut le fixer à 181 ou 183 jours.

Le Gouvernement peut prévoir des jours de congé de réserve à disposition des pouvoirs organisateurs. »

Art. 74. L'article 9 de la même loi est remplacé par l'article 9 suivant :

« Article 9. Les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents pendant 15 jours au maximum sur l'année au premier degré, pendant 27 jours au maximum au second degré, pendant 27 jours au maximum au troisième et au quatrième degrés.

La même disposition s'applique à l'enseignement de type II respectivement pour les deux premières années, les deux suivantes et les deux dernières. »

Art. 75. L'article 10 de la même loi, abrogé par le décret du 27 octobre 1994, est rétabli dans la version suivante :

« Article 10. Les cours peuvent être suspendus pendant deux jours afin de permettre aux membres du personnel enseignant d'assister à deux journées de concertation et de formation organisées par le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, par le directeur, dans l'enseignement de la Communauté.

Tous les membres du personnel sont tenus d'assister aux journées de concertation et de formation visées à l'alinéa 1^{er}.

Les journées de formation visées à l'alinéa 1^{er} peuvent s'inscrire dans les formations organisées dans le cadre du décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire. »

Art. 76. Il est inséré un article 10bis dans la même loi, rédigé comme suit :

« Article 10bis. Lorsqu'il n'existe pas de congé de réserve et qu'une festivité locale rend impossible la tenue des cours un jour réservé à la classe, le pouvoir organisateur est tenu d'organiser une des deux journées visées à l'article 10 pendant un jour de congé des élèves. Il en informe le Gouvernement selon les modalités que celui-ci détermine. »

Section 9. — Modifications à la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire

Art. 77. Dans l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 4, le 2° et le 3° sont supprimés;

2° le § 4bis est remplacé par la disposition suivante :

« § 4bis. Le ministre peut, selon les modalités que fixe le Gouvernement, autoriser un mineur :

1° à fréquenter l'enseignement maternel pendant la première année de la scolarité obligatoire, auquel cas il est tenu de fréquenter régulièrement l'école;

2° à fréquenter l'enseignement primaire pendant huit années, auquel cas, il peut au cours de la huitième année être admis en sixième année;

3° à fréquenter l'enseignement primaire pendant neuf années, dans des cas spécifiques, liés à une maladie de longue durée.

Section 10. — Modifications à l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984, relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

Art. 78. Dans l'article 8, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984, relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les mots « autant de cinquantièmes » sont remplacés par les mots « autant de cinquante cinquièmes ».

Section 11. — Modifications à l'arrêté du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire

Art. 79. L'alinéa 3 de l'article 1^{er} de l'arrêté du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire est abrogé.

Art. 80. L'article 3 du même arrêté est abrogé.

Art. 81. Il est inséré un article 4bis au sein du même arrêté, rédigé comme suit :

« Article 4bis. Lorsqu'une implantation ne comprend pas toutes les années de l'enseignement primaire mais uniquement certaines d'entre elles, elle fait obligatoirement partie de la même école que l'implantation la plus proche organisée par le même pouvoir organisateur et comportant les autres années de l'enseignement primaire. »

Cette disposition n'est pas d'application :

- 1° lorsque ces implantations sont situées à au moins deux kilomètres l'une de l'autre;
- 2° lorsque l'implantation la plus proche fait déjà l'objet d'un comptage groupé avec une autre implantation présentant ainsi une offre complète d'enseignement primaire;
- 3° lorsque l'école ne compte qu'une seule implantation;
- 4° lorsqu'une des années ne compte pas d'élève de manière occasionnelle.

Art. 82. L'article 7, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Dans les communes ayant une densité de population inférieure à 75 habitants par km² :

- 1° implantation maternelle : 12 élèves;
- 2° implantation primaire : 12 élèves;
- 3° implantation fondamentale : 20 élèves dont au moins 10 par niveau. »

Art. 83. A l'article 9, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Dans les communes ayant une densité de population inférieure à 75 habitants par km² :

- 1° implantation maternelle : 12 élèves;
 - 2° implantation primaire : 12 élèves;
 - 3° implantation fondamentale : 20 élèves dont au moins 8 au niveau maternel et au moins 10 au niveau primaire. »
- 2° au § 2, les mots « 12 élèves » sont remplacés par les mots « 14 élèves » et les mots « au moins 10 » par les mots « au moins 12 ».

Art. 84. A l'article 10, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er} Dans les communes ayant une densité de population inférieure à 75 habitants par km² :

- 1° l'école maternelle : douze élèves;
 - 2° l'école primaire : douze élèves;
 - 3° l'école fondamentale : vingt élèves dont au moins huit au niveau maternel et au moins dix au niveau primaire. »
- 2° au § 2, les mots « douze élèves » sont remplacés par les mots « quatorze élèves » et les mots « au moins dix » par les mots « au moins douze ».

Art. 85. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. Dans les communes ayant une densité de population inférieure à 75 habitants par km², toute école ou implantation qui n'atteint pas les minima de population fixés aux articles 7 à 10 est fermée le 1^{er} octobre de l'année en cours sauf si elle atteint 80 % du minimum, sous réserve que l'école ou l'implantation constitue pour les élèves qui y sont inscrits et qui permettent d'atteindre ces 80 % l'école ou l'implantation du réseau, tel qu'il est défini par l'article 19 du décret du 14 mars 1995 précité, la plus proche de leur domicile.

Dans les autres communes, toute école ou implantation qui n'atteint pas les minima de population est fermée :

- 1° le 1^{er} octobre de l'année en cours si elle n'atteint pas 80 % du minimum;
- 2° le 1^{er} septembre suivant si elle atteint 80 % du minimum.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans les communes ayant une densité de population inférieure à 75 habitants par km², toute école ou implantation fondamentale de libre-choix, située à une distance de plus de huit kilomètres de l'école ou l'implantation maternelle, primaire ou fondamentale de libre-choix la plus proche peut être maintenue si elle compte au moins 16 élèves, dont au moins 6 au niveau maternel et au moins 10 au niveau primaire. »

« Les 80 % de la norme « 8 » visée aux articles 9, § 1^{er}, 3°, et 10, § 1^{er}, 3°, sont réputés atteints lorsque l'école ou l'implantation compte 6 élèves au niveau maternel. »

Art. 86. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16. En dehors du cas prévu à l'article 15, une nouvelle école ou une nouvelle implantation isolée ne peut être créée ou admise aux subventions si :

- 1° elle n'est pas située à au moins deux kilomètres de toute autre implantation ou école organisée, sur le territoire de la même commune, par le pouvoir organisateur ou par un pouvoir organisateur du même réseau;
- 2° elle n'atteint pas, au 30 septembre de l'année d'ouverture, les minima suivants :
 - a) dans les communes ayant une densité de population inférieure à 75 habitants par km² : 25 élèves;
 - b) dans les communes ayant une densité de population de 75 à 500 habitants par km² : 37 élèves;
 - c) dans les communes ayant une densité de population supérieure à 500 habitants par km² : 50 élèves. »

Art. 87. A l'article 21 du même arrêté, les mots « Sans préjudice des dispositions de l'article 4bis, » sont insérés au début de l'alinéa 1^{er}.

*Section 12. — Modifications au décret du 24 décembre 1990
relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel
de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux*

Art. 88. L'article 9 du décret du 24 décembre 1990 relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement peut réserver une partie des crédits affectés aux actions de formation continue dans l'enseignement fondamental, à concurrence de 5 %, à des formations permettant d'acquérir le certificat d'aptitude à enseigner une langue étrangère dans l'enseignement primaire et les certificats de connaissance approfondie visés à l'article 7 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ainsi que le certificat de capacité visé à l'article 9 du même décret. »

Section 13. — Modification au décret du 14 mars 1995
relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental

Art. 89. L'article 6, § 2, du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, est remplacé par la disposition suivante :

- « Le nombre des animateurs s'élève à :
- 1° 37 dans l'enseignement officiel subventionné;
 - 2° 37 dans l'enseignement libre confessionnel subventionné;
 - 3° 8 dans l'enseignement de la Communauté française;
 - 4° 1 dans l'enseignement libre non confessionnel subventionné. »

Art. 90. L'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 14 mars 1995 précité est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les membres du personnel visé au §1^{er} bénéficient d'un congé pour mission pour une période de deux ans maximum renouvelable par période de deux ans maximum. »

Art. 91. L'article 10 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« La composition et les règles de fonctionnement des conseils d'entité peuvent différer selon les réseaux.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les réseaux qui, dans une commune, comptent plus de 5 000 élèves dans l'enseignement fondamental, peuvent créer plusieurs entités dans la commune concernée, à condition que chaque entité compte au moins 2 000 élèves.

Art. 92. L'article 11, § 1^{er}, du même décret est complété par la disposition suivante :

- « 6° permettre la concertation sur l'organisation des cours de langue moderne;
- 7° permettre la concertation sur la programmation d'écoles ou d'implantations. »

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 93. L'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital périodes est abrogé.

Art. 94. L'arrêté royal du 29 mars 1985 fixant le nombre de jours d'ouverture des établissements est abrogé.

Art. 95. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 décembre 1991 relatif aux normes d'encadrement dans l'enseignement maternel est abrogé.

Art. 96. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 décembre 1991 relatif à l'institution de la Commission de rénovation de l'enseignement fondamental est abrogé.

Art. 97. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 octobre 1996 portant exécution de l'article 8 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental est abrogé.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires*

Art. 98. Par dérogation à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par le décret du 13 juillet 1998, dans les établissements libres subventionnés se réclamant d'un caractère confessionnel qui organisaient à la fois le cours de religion correspondant à leur caractère et un autre cours de religion, celui-ci reste organisable pour les élèves qui y étaient inscrits jusqu'à l'issue de leurs études au sein de l'établissement ou de celui en lequel cet établissement s'est transformé par restructuration. Dans les mêmes établissements, sur demande du pouvoir organisateur et après avoir pris l'avis de l'organe de représentation et de coordination visé à l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 précité, le Gouvernement peut autoriser la prolongation de cette dérogation, selon les modalités qu'il détermine.

Art. 99. Par dérogation à l'article 5 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire et sans préjudice de l'article 10 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, l'apprentissage à communiquer dans une langue moderne autre que le français n'est pas obligatoire en sixième primaire pendant l'année scolaire 1998-1999.

Art. 100. Par dérogation à l'article 7 du même décret, le Gouvernement peut reconnaître comme titre requis, pendant une période qu'il détermine, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur (Section langues germaniques) sans le certificat d'aptitude à enseigner une langue étrangère dans l'enseignement primaire.

Art. 101. Par dérogation à l'article 8 du même décret, les titulaires qui ont assuré le cours d'éducation physique pendant trois années scolaires au moins au cours des dix dernières années scolaires peuvent en rester chargés sans détenir le titre de capacité aux fonctions de maître d'éducation physique dans les écoles primaires.

Art. 102. Par dérogation à l'article 31 du même décret, ne sont pris en compte pour le calcul des cours de langue moderne que les élèves de cinquième année primaire pendant l'année scolaire 1998-1999.

Art. 103. Les membres du personnel nommés à titre définitif à la fonction de maître de seconde langue avant l'entrée en vigueur du présent décret, sur base de l'article 7, 7, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, sont réputés titulaires du titre requis.

Art. 104. Dans l'article 8, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984, relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les mots « autant de cinquantièmes » sont remplacés par les mots « autant de cinquante et unièmes » le 1^{er} janvier 2001, lesquels sont remplacés par les mots « autant de cinquante-deuxièmes » le 1^{er} janvier 2002, lesquels sont à leur tour remplacés par les mots « autant de cinquante-troisièmes » le 1^{er} janvier 2003, lesquels sont à leur tour remplacés par les mots « autant de cinquante-quatrièmes » le 1^{er} janvier 2004.

Art. 105. Par dérogation à l'article 12 de l'arrêté du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire, les chiffres de population pris en compte le 1^{er} octobre 1998 peuvent être également la moyenne arithmétique du nombre d'élèves fréquentant l'école ou l'implantation d'une part le 1^{er} octobre 1997, d'autre part le 1^{er} octobre 1998.

Art. 106. Le Gouvernement est habilité à remplacer l'expression « maître spécial d'éducation physique » par l'expression « maître d'éducation physique » dans toutes dispositions légales, décrétales et réglementaires.

CHAPITRE X. — *Disposition finale*

Art. 107. Le décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 1998 à l'exception de l'article 78 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2005 et l'article 86 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—————
Note

Session 1997-1998.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 237-1. — Amendements de commission, n°s 237-2 à 45. - Rapport, n° 237-46. — Amendements de séance, n°s 237-47 à 54.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 7 juillet 1998.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2223

[S - C - 98/29358]

**13 JULI 1998. — Decreet betreffende de organisatie
van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. De hoofdstukken 1 tot 6 van onderhavig decreet zijn van toepassing op het gewoon door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd kleuteronderwijs en lager onderwijs.

De hoofdstukken 7 tot 10 zijn van toepassing op het buitengewoon en gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs, alsook op het buitengewoon en gewoon secundair onderwijs.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig decreet wordt verstaan onder :

1° Kleuteronderwijs : onderwijs voor kinderen die op 30 september minstens twee en een half jaar oud zijn en dat hen voorbereidt op het lager onderwijs;

2° Lager onderwijs : onderwijs dat gedurende zes opeenvolgende studie jaren wordt verstrekt aan kinderen die - na de zomervakantie van een kalenderjaar - de leeftijd van zes jaar hebben bereikt, onverminderd de afwijkingen van artikel 1, §§4 en 4bis van de wet van 29 juni 1983 betreffende de schoolplicht;

3° School : pedagogisch geheel voor gewoon onderwijs, kleuter- en/of lager onderwijs, in één of meerdere vestigingsplaatsen, dat onder leiding staat van één schooldirecteur;

4° Kleuterschool : school waar alleen kleuteronderwijs georganiseerd wordt;

5° Lagere school : school waar alleen lager onderwijs georganiseerd wordt;

6° Basisschool : school waar kleuteronderwijs en lager onderwijs georganiseerd wordt;

7° Vestigingsplaats : gebouw of gebouwencomplex op één adres waar kleuteronderwijs en/of lager onderwijs verstrekt wordt.

8° Vestigingsplaats in het kleuteronderwijs met afzonderlijke telling :

— ofwel een vestiging die georganiseerd wordt binnen de grenzen opgelegd door artikel 21 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs;

— ofwel elke nieuwe vestiging die werd opgericht na 30 juni 1992 en gelegen is op minstens twee kilometer van elke andere vestigingsplaats behorend tot dezelfde school of van een andere school van hetzelfde net;

9° Afstand tussen scholen en/of vestigingsplaatsen : de kortst mogelijke afstand gemeten langs de rijbaan, zoals omschreven in artikel 2.1 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen politiereglement van het wegverkeer, zonder rekening te houden met wegomleggingen of eenrichtingsverkeer;

10° Titularis : onderwijzer die belast is met de lessen en pedagogische activiteiten voorzien in het lesrooster van de leerlingen, met uitzondering van de lessen voorzien in 12° en 13° en onverminderd artikel 10;

—————
(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 27705.)

11° Taakleraar : *** onderwijzer die belast is met de opvoedende activiteiten ter uitvoering van artikel 15, lid 1 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritair opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs bepaalt en dat de structuren terzake organiseert;

12° Leermeester zedenleer : personeelslid dat belast is met de lessen zedenleer;

13° Leermeester godsdienst : dienaar of afgevaardigde van een dienaar van één van de erkende erediensten, die exclusief belast is met de overeenstemmende godsdienstlessen;

14° Leermeester (Lichamelijke Opvoeding) : personeelslid dat belast is met de lessen lichamelijke opvoeding;

15° Leermeester Tweede Taal : personeelslid dat belast is met de lessen moderne talen;

16° Directeur : hoofd van een basisschool, een lagere school of een kleuterschool;

17° Lesrooster : lijst van de verschillende lessen die, in het kader van artikel 16, § 3, lid 1 en 2 van hetzelfde decreet, wekelijks verstrekt worden, met vermelding van het aantal lestijden dat aan elke les wordt besteed;

18° Wekelijks uurrooster van de leerling : tijdsindeling van de leerling waarin de lessen zedenleer of godsdienst, de lessen lichamelijke opvoeding en de lessen moderne talen worden vermeld;

19° Wekelijkse lesopdracht van de onderwijzer : tijdsindeling van de onderwijzer die het kader van zijn prestaties weergeeft;

20° Taalonderricht via onderdompeling : pedagogische procedure die het aanleren van een taal wil bevorderen door een deel van de lessen van het lesrooster in deze taal te verstrekken;

21° Gebarentaal via onderdompeling : pedagogische procedure gericht op de bevordering, bij dove kinderen, van het aanleren van de bekwaamheidsniveaus bedoeld in artikel 16 van voornoemd decreet van 24 juli 1997, meer bepaald het aanleren van het lezen dat gericht is op het begrijpen van de zinnen en het produceren van geschreven stukken door een deel van de lessen van het lesrooster in gebarentaal te verstrekken;

22° Onderdompeling :

— hetzij taalonderricht via onderdompeling;

— hetzij gebarentaal via onderdompeling;

23° Onderwijs van de taal en de cultuur van oorsprong : sensibilisering voor de taal en de cultuur van het land of van landengroepen die aan de basis lagen van een belangrijke emigratie naar onze gemeenschap, verstrekt met het oog op integratie in de gemeenschap;

24° Lessen gebarentaal en dovenscultuur : initiatie gebarentaal en dovenscultuur, verstrekt met het oog op het leggen van sociale banden tussen doven en tussen doven en horenden;

25° Geleide activiteiten : activiteiten die door een leerling in het kader van het lesrooster uitgevoerd worden onder leiding van een titularis of een taakleraar;

26° Eenheid : de buurteenheid zoals deze gedefinieerd werd in artikel 10 van het decreet van 14 maart 1995 met betrekking tot het bevorderen van een school voor welslagen in het basisonderwijs;

27° Eenheidsraad : de raad zoals deze werd gedefinieerd in artikel 10 van hetzelfde decreet;

28° Zone : de zone zoals gedefinieerd in artikel 13 van hetzelfde decreet;

29° Voor de leesbaarheid van de tekst is het gebruik in onderhavig decreet van de mannelijke namen voor het getuigschrift van onderwijzer en voor de functie van directeur gemeenschaptig, onverminderd de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de beroepsnamen.

HOOFDSTUK II. — *Het lesrooster van de leerlingen*

Afdeling 1. — Het lesrooster in het kleuteronderwijs

Art. 3. In het kleuteronderwijs omvat het lesrooster van de leerlingen 28 wekelijkse lestijden van 50 minuten. Twee van deze lestijden mogen specifieke opvoedende activiteiten zijn, die de inrichtende macht bepaalt.

In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs kunnen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht, nadat ze het advies hebben ingewonnen van de participatieraad die opgericht werd in toepassing van voornoemd decreet van 24 juli 1997, het wekelijks lesrooster terugbrengen tot 26 lestijden. Zij lichten de Regering in dat geval in over hun beslissing.

Het lesrooster van de leerlingen is doorlopend. Het omvat minstens een speeltijd van 15 minuten 's morgens en een onderbreking van één uur tussen de ochtendactiviteiten en de namiddagactiviteiten.

Afdeling 2. — Het lesrooster in het lager onderwijs

Art. 4. In het lager onderwijs omvat het lesrooster van de leerlingen 28 wekelijkse lestijden van 50 minuten voor lessen en opvoedende activiteiten.

In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs kunnen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht, nadat ze het advies hebben ingewonnen van de participatieraad bedoeld in artikel 3, het wekelijks lesrooster verhogen tot een maximum van 31 lestijden, meer bepaald wanneer het lesrooster de studie van een moderne taal voorziet naar rato van meer dan 3 wekelijkse lestijden. Zij lichten de Regering in dat geval in over hun beslissing.

Art. 5. De lessen taal en cultuur van herkomst die in een school gegeven worden bovenop de 28 wekelijkse lestijden kunnen in het lesrooster worden opgenomen, indien de betrokken lessen onder een partnerschapakkoord vallen dat door de Regering werd afgesloten. De inrichtende macht licht de Regering hierover in.

De lessen gebarentaal en dovenscultuur die in een school gegeven worden bovenop de 28 wekelijkse lestijden, kunnen met toestemming van de Regering in het lesrooster worden opgenomen.

Behoudens het bijzondere geval voorzien in lid 1 en 2 is het lesrooster van de leerlingen doorlopend. Het omvat minstens een speeltijd van 15 minuten 's morgens en een onderbreking van één uur tussen de ochtendactiviteiten en de namiddagactiviteiten.

Art. 6. Voor het Frans Gemeenschapsonderwijs en voor het gesubsidieerd onderwijs organiseren respectievelijk de Regering en elke inrichtende macht het lesrooster. Twee lestijden mogen onder de vorm van werkcolleges georganiseerd worden.

Art. 7. Onverminderd artikel 10 van de wet van 30 juli 1963 houdende de taalregeling in het onderwijs, omvat het taalonderricht in een andere moderne taal dan het Frans in het vijfde en het zesde leerjaar minstens twee wekelijkse lestijden.

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeenten bedoeld in artikel 3 van diezelfde wet, is deze moderne taal het Nederlands.

In het Waals Gewest, met uitzondering van de gemeenten bedoeld in artikel 3 van diezelfde wet, is deze moderne taal het Nederlands, het Engels of het Duits. In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs kunnen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht per school en nadat ze het advies hebben ingewonnen van de participatieraad bedoeld in artikel 3, het taalonderricht van één taal of de keuze tussen twee talen aanbieden. Een keuze tussen drie verschillende moderne talen is volledig uitgesloten.

Behoudens door de minister toegekende afwijking, mag een leerling zijn taalkeuze niet veranderen tussen het 5e en het 6e leerjaar.

De les moderne talen wordt gegeven door een leermeester tweede taal, houder van een getuigschrift van geaggregeerde lager secundair onderwijs, afdeling Germaanse talen, aangevuld met een onderwijsbevoegdheid vreemde talen in het lager onderwijs waarvan de Regering de afgifte verzorgt, of van deze van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met :

1° voor het Nederlands en het Duits, met het certificaat van gevorderde kennis bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van taalexamens;

2° voor het Engels met een certificaat van gevorderde kennis, waarvan de Regering de afgifte organiseert.

Het taalonderricht dat in het 5de en het 6de georganiseerd wordt, ondergaat een externe evaluatie onder toezicht van de Inspectie van de Franse Gemeenschap in samenwerking met de vertegenwoordigers van de verschillende inrichtende machten.

Art. 8. Wanneer de les moderne talen krachtens voornoemde wet van 30 juli 1963 meer dan twee wekelijkse lestijden omvat, kan ze naast het leren van een moderne taal, één van de doelstellingen van artikel 16, § 3, lid 2, van voornoemd decreet van 24 juli 1997 nastreven.

Art. 9. In het lager onderwijs omvat de les lichamelijke opvoeding minstens twee wekelijkse lestijden.

De les lichamelijke opvoeding wordt verstrekt door een leermeester lichamelijke opvoeding of door de titularis, op voorwaarde evenwel dat hij houder is van het bekwaamheidsbewijs voor de functie van leermeester lichamelijke opvoeding in het lager onderwijs.

De leermeester lichamelijke opvoeding moet houder zijn van een getuigschrift van geaggregeerde lager secundair onderwijs, afdeling lichamelijke opvoeding, of dat van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met een bekwaamheidsbewijs voor de functie van leermeester lichamelijke opvoeding in het lager onderwijs.

Art. 10. In de instellingen van het vrij confessioneel onderwijs mag de titularis godsdienstles geven. In dat geval staat hij twee lestijden van het lesrooster af aan een andere titularis. De twee overgedragen lestijden mogen in geen geval de les moderne talen of de les lichamelijke opvoeding zijn.

In de instellingen van het vrij niet-confessioneel onderwijs die enkel de les zedenleer organiseren, mag de titularis deze les geven. In dat geval staat hij twee lestijden van het lesrooster af aan een andere titularis. De twee overgedragen lestijden mogen in geen geval de les moderne talen of de les lichamelijke opvoeding zijn.

De inrichtende macht die gebruikt maakt van de mogelijkheid bedoeld in lid 1 en 2 moet de Regering - volgens de modaliteiten die deze laatste bepaalt - inlichten over de overgedragen lestijden als titularis.

Voor de godsdienstlessen van onderhavig artikel staat het personeelslid onder leiding van het hoofd van de eredienst, overeenkomstig de artikelen 30, §2 en 42, § 2, van het decreet van 1 februari 1993 ter bepaling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Art. 11. § 1. Alle lessen van het lesrooster worden, overeenkomstig de artikelen 10 en 18 tot 21, afhankelijk van het geval, toegekend aan een titularis, aan een leermeester lichamelijke opvoeding, aan een leermeester moderne talen, aan een taakleraar, aan een leermeester zedenleer of aan een leermeester godsdienst.

§ 2. In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs delen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht het wekelijkse lesrooster van de leerlingen en de onderwijzers mee aan de Regering, volgens de modaliteiten die deze laatste bepaalt.

Het wekelijkse lesrooster van de leerlingen vermeldt welke personeelsleden de verschillende lessen geven.

Afdeling 3. — Onderricht via onderdompeling

Art. 12. § 1. Op verzoek van de directeur die eerst het advies heeft gevraagd van de participatieraad bedoeld in artikel 3, kan de Regering een school van de Franse Gemeenschap toelaten om bepaalde lessen en pedagogische activiteiten van het lesrooster in gebarentaal of in een andere moderne taal dan het Frans te geven.

In het gesubsidieerd onderwijs kan de Regering een inrichtende macht toelaten om in één of meerdere scholen of vestigingsplaatsen die ze organiseert, bepaalde lessen en pedagogische activiteiten van het lesrooster in gebarentaal of in een andere moderne taal dan het Frans te geven. Het verzoek wordt aangevuld met het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 3.

Wanneer een school of vestigingsplaats onderricht via onderdompeling organiseert, wordt dit in het schoolwerkplan opgenomen.

De lessen godsdienst en zedenleer mogen niet via onderdompeling gegeven worden.

§ 2. In de tweede cyclus van de eerste stap van het verplicht onderwijs, bedoeld in artikel 13, § 3, lid 1, 2° van voornoemd decreet van 24 juli wordt een lesrooster dat gedeeltelijk via onderdompeling gegeven wordt, voor minstens de helft en maximum drie vierden via onderdompeling gegeven.

In de tweede fase van het verplicht onderwijs, bedoeld in artikel 13, § 2, 2° van voornoemd decreet van 24 juli, wordt een lesrooster dat gedeeltelijk via onderdompeling gegeven wordt, voor minstens één vierde en maximum twee derden via onderdompeling gegeven.

§ 3. In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeenten bedoeld in artikel 3 van de wet van 30 juli 1963 is het Nederlands de moderne taal waarin het taalonderricht via onderdompeling georganiseerd wordt.

In het Waals Gewest, met uitzondering van de gemeenten bedoeld in artikel 3 van diezelfde wet, is het Engels, het Nederlands of het Duits de moderne taal waarin het taalonderricht via onderdompeling georganiseerd wordt.

Scholen of vestigingsplaatsen die taalonderricht via onderdompeling organiseren, kunnen dit slechts in één enkele taal.

§ 4. In scholen of vestigingsplaatsen waarin taalonderricht via onderdompeling georganiseerd wordt, wordt de les moderne talen opgenomen in dat deel van het lesrooster dat via onderdompeling wordt gegeven.

Art. 13. § 1. In het kleuteronderwijs wordt dat deel van het lesrooster waarin taalonderricht via onderdompeling wordt verstrekt, verzorgd door een personeelslid met volgende studiebewijzen :

1° een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van een kleuteronderwijzer, afgeleverd in de taal van de onderdompeling;

2° een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van een onderwijzer lager onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling en aangevuld met een onderwijsbevoegdheid vreemde talen in het lager onderwijs, bedoeld in artikel 7;

3° het diploma van kleuteronderwijzer, aangevuld met een diploma dat minstens gelijkwaardig verklaard is aan het certificaat van hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling;

4° het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met een diploma dat minstens gelijkwaardig verklaard is aan het certificaat van hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling.

Bij ontstentenis kunnen ook worden aangeduid of aangeworven, maar enkel tijdelijk, houders van het getuigschrift van geaggregeerde lager secundair onderwijs, afdeling Germaanse talen, aangevuld met een onderwijsbevoegdheid vreemde talen in het lager onderwijs waarvan de Regering de afgifte verzorgt, of van dat van kleuteronderwijzer of onderwijzer lager onderwijs, aangevuld :

1° voor het Nederlands en het Duits, met het certificaat van gevorderde kennis bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van taalexamens;

2° voor het Engels met een certificaat van gevorderde kennis, waarvan de Regering de afgifte organiseert.

Dat deel van het lesrooster waarin gebarentaal via onderdompeling wordt onderwezen, wordt verzekerd door een personeelslid met volgende studiebewijzen :

1° het diploma van kleuteronderwijzer, aangevuld met het certificaat gebarentaal - gevorderd niveau dat wordt afgeleverd door het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie;

2° het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met het certificaat gebarentaal - gevorderd niveau dat wordt afgeleverd door het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie;

§ 2. In het lager onderwijs wordt dat deel van het lesrooster waarin taalonderricht via onderdompeling wordt verstrekt, verzekerd door een personeelslid met volgende studiebewijzen :

1° een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van een onderwijzer lager onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling;

2° een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van geaggregeerde lager secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling en aangevuld met een onderwijsbevoegdheid vreemde talen in het lager onderwijs, bedoeld in artikel 7;

3° het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met een diploma dat minstens gelijkwaardig verklaard is aan het certificaat van hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling;

Bij ontstentenis kunnen ook worden aangeduid of aangeworven, maar enkel tijdelijk, houders van het getuigschrift van geaggregeerde lager secundair onderwijs, afdeling Germaanse talen, aangevuld met een onderwijsbevoegdheid vreemde talen in het lager onderwijs waarvan de Regering de afgifte verzorgt, of van dat van onderwijzer, aangevuld :

1° voor het Nederlands en het Duits met het certificaat van gevorderde kennis bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van taalexamens;

2° voor het Engels met een certificaat van gevorderde kennis, waarvan de Regering de afgifte organiseert.

Dat deel van het lesrooster waarin gebarentaal via onderdompeling wordt onderwezen, wordt verzekerd door een personeelslid met het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met het certificaat gebarentaal - gevorderd niveau dat wordt afgeleverd door het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie.

§ 3. Voor kleuteronderwijzers en titularissen die belast zijn met het onderricht via onderdompeling en houder zijn van de vereiste studiebewijzen of van de studiebewijzen bij ontstentenis, geldt de salarisschaal van kleuteronderwijzers of onderwijzers lager onderwijs die houder zijn van het vereiste getuigschrift.

De Regering is bevoegd om te bepalen dat kleuteronderwijzers en titularissen die belast zijn met onderricht via onderdompeling en die het bewijs leveren van hun afdoende kennis van het Frans, zoals bedoeld in artikel 13, lid 2 van voornoemde wet van 30 juli 1963, voldoen aan de eisen inzake taalgebruik. Bij ontstentenis kan de Regering hen gedurende 3 schooljaren een afwijking toekennen.

In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs treffen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht, nadat ze het advies hebben ingewonnen van de participatieraad bedoeld in artikel 3, de schikkingen om de communicatie tussen deze onderwijzers en de ouders te verzekeren.

De kleuteronderwijzers en de titularissen die belast zijn met het onderricht via onderdompeling kunnen niet definitief worden benoemd of aangeworven zolang ze niet voldoen aan de voorwaarden inzake taalgebruik.

Afdeling 4. — Het aantal lesdagen

Art. 14. De Regering bepaalt jaarlijks het aantal lesdagen en het aantal verlofdagen. Er zijn jaarlijks 182 lesdagen. De Regering kan deze evenwel terugbrengen tot 181 of verhogen tot 183 dagen.

De Regering kan reserveverlofdagen ter beschikking stellen van de inrichtende machten.

Art. 15. De lessen kunnen maximum 10 dagen per jaar worden opgeschort voor de organisatie van evaluatie-toetsen in het 5de en 6de jaar lager onderwijs en maximum 5 dagen per jaar in het 2de en 4de jaar lager onderwijs. De leerlingen moeten tijdens die dagen aanwezig zijn op school.

Art. 16. De lessen kunnen gedurende maximum drie dagen worden opgeschort om de leden van het onderwijzend personeel toe te laten :

1° om een informatiedag van de kantonnale inspectie bij te wonen;

2° om twee opleidingsdagen bij te wonen die in het gesubsidieerd onderwijs door de inrichtende macht en in het Gemeenschapsonderwijs door de inspectie worden georganiseerd.

In afwijking van lid 1 kan de Regering de organisatie van een bijkomende opleidingsdag toelaten.

Alle personeelsleden zijn verplicht om de informatie- en opleidingsdagen bedoeld in lid 1 bij te wonen.

De leerlingen moeten tijdens die dagen niet aanwezig zijn op school.

De opleidingsdagen bedoeld in lid 1, 2° kunnen worden ingeschreven in de opleidingen die worden georganiseerd in het kader van het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en aanvullende opleiding van de personeelsleden van bepaalde onderwijsinstellingen en van de psycho-medisch-sociale centra.

Art. 17. Indien er geen reserveverlof is en een plaatselijke festiviteit het onmogelijk maakt om de lessen te laten doorgaan op een lesdag, moet de inrichtende macht één van de twee dagen, bedoeld in artikel 16, lid 1, 2° organiseren tijdens een verlofdag van de leerlingen. Ze licht de Regering terzake in volgens de modaliteiten die deze bepaalt.

HOOFDSTUK III. — Het lesrooster van de onderwijzers*Afdeling 1. — Het lesrooster in het kleuteronderwijs*

Art. 18. § 1. a) Vanaf 1 oktober 1998 moeten de kleuteronderwijzers die voltijds fungeren 26 of 28 lestijden per week presteren. De inrichtende machten die kiezen voor 26 lestijden per week, doen dit voor de schooljaren 1998-1999, 1999-2000 en 2000-2001. Indien de inrichtende macht voor 26 lestijden per week koos, moeten de kleuteronderwijzers volgens de modaliteiten van de artikelen 24 en 25, minstens 60 lestijden overleg met hun collega's uit het kleuteronderwijs en het lager onderwijs plegen.

De kleuteronderwijzers van de inrichtende machten die de 28 lestijden voor het schooljaar 1998-1999 behielden, moeten deze overleguren niet presteren.

b) Vanaf 1 september 1999 moeten de kleuteronderwijzers die voltijds fungeren 27 lestijden per week presteren in alle inrichtende machten die voor het schooljaar 1998-1999 het stelsel van 28 lestijden per week behielden.

In deze inrichtende machten moeten de kleuteronderwijzers volgens de modaliteiten van de artikelen 24 en 25, minstens 30 lestijden overleg met hun collega's uit het kleuteronderwijs en het lager onderwijs plegen.

c) Vanaf 1 september 2001 moeten de kleuteronderwijzers die voltijds fungeren 26 lestijden per week presteren in alle inrichtende machten. Verder moeten de kleuteronderwijzers volgens de modaliteiten van de artikelen 24 en 25, 60 lestijden overleg met hun collega's uit het kleuteronderwijs en het lager onderwijs plegen.

§ 2. Voor zover de vereisten van de dienst het toelaten, kan de Regering het aantal lestijden van § 1. a), b), c) op verzoek van de directeur in het Frans Gemeenschapsonderwijs en van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs en na overleg met de representatieve vakorganisaties, terugbrengen tot een minimum van 22 wekelijkse lestijden.

Dit voorafgaand overleg met de representatieve vakorganisaties is eveneens vereist voor de toepassing van § 1, a), lid 1 van onderhavig artikel.

Het overleg met de representatieve vakorganisaties gebeurt :

1° in het Frans Gemeenschapsonderwijs overeenkomstig de bepalingen van de wet van 19 december 1974 ter organisatie van de betrekkingen tussen de openbare machten en de vakbonden van de agenten die onder deze machten ressorteren;

2° in het gesubsidieerd officieel onderwijs overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 85 tot 96 van het decreet van 6 juni 1994 dat het statuut bepaalt van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

3° in het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de bepalingen betreffende de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, betreffende het Comité voor arbeidsbescherming of, bij ontstentenis daarvan, in de plaatselijke overleginstanties of, bij ontstentenis daarvan, met de vakbondsafvaardigingen.

§ 3. In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs kunnen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht de kleuteronderwijzers belasten met het toezicht op de leerlingen 15 minuten vóór schooltijd en 10 minuten na schooltijd, op voorwaarde evenwel dat de totale duur van hun onderwijs- en toezichtprestaties geen 1.560 minuten per week overschrijdt.

De beperking tot 1.560 minuten geldt niet in een geïsoleerde kleuterschool of vestigingsplaats met één enkele klas.

Onverminderd lid 2 mag de jaarlijkse totale duur van de prestaties die zowel de lessen, het toezicht als het overleg omvatten, niet meer dan 962 uur per schooljaar bedragen.

De duur van de prestaties bedoeld in lid 1 wordt evenredig verminderd indien de onderwijzer geen voltijds lesrooster presteert.

Voor de toepassing van § 1, a), b), c) en § 2 is een halftijdse prestatie gelijk aan het resultaat van de deling door twee van het aantal lestijden die vereist zijn voor een voltijdse prestatie.

Het totaal aantal lestijden voor overleg wordt evenredig verminderd indien de onderwijzer geen voltijds lesrooster presteert.

§ 4. De tijd voor de voorbereiding van de lessen, de verbetering van het huiswerk, voor documentatie, persoonlijke bijwerking is niet inbegrepen in de maxima van voornoemde §§. Deze valt onder de persoonlijke werkorganisatie van de personeelsleden. De directeur, de inrichtende macht en de inspectie kunnen documenten opvragen die de voorbereiding van de lessen en de opvoedende activiteiten bewijzen.

Afdeling 2. — Het lesrooster in het lager onderwijs

Art. 19. § 1. De titularissen en taakleeraars die voltijds presteren moeten 24 lestijden per week presteren. Voor zover de vereisten van de dienst het toelaten, kan de Regering het aantal lestijden, op verzoek van de directeur in het Frans Gemeenschapsonderwijs en van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs en na overleg met de representatieve vakorganisaties, overeenkomstig artikel 18, § 1, lid 2, evenwel terugbrengen tot een minimum van 22 wekelijkse lestijden.

§ 2. In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs kunnen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht de titularissen en taakleeraars belasten met het toezicht op de leerlingen 15 minuten vóór schooltijd en 10 minuten na schooltijd, op voorwaarde evenwel dat de totale duur van hun onderwijs- en toezichtprestaties geen 1.560 minuten per week overschrijdt.

De beperking tot 1.560 minuten geldt niet in een geïsoleerde lagere school of vestigingsplaats met één enkele klas.

De totale duur van de prestaties bedoeld in lid 1 wordt evenredig verminderd indien de titularis of taakleeraar geen voltijds lesrooster presteert.

§ 3. De titularissen en taakleeraars moeten volgens de modaliteiten van de artikelen 24 en 25, minstens 60 lestijden overleg met hun collega's uit het kleuteronderwijs en het lager onderwijs plegen, evenals, indien het geval zich voordoet, met hun collega's uit het secundair onderwijs.

Het aantal lestijden overleg wordt evenredig verminderd indien de titularis of taakleeraar geen voltijds lesrooster presteert.

Onverminderd § 2, lid 2 mag de jaarlijkse totale duur van de prestaties die zowel de lessen, het toezicht als het overleg omvatten, niet meer dan 962 uur per schooljaar bedragen.

§ 4. De tijd voor de voorbereiding van de lessen, de verbetering van het huiswerk, voor documentatie, persoonlijke bijwerking is niet inbegrepen in de maxima van voornoemde §§.

Deze valt onder de persoonlijke werkorganisatie van de personeelsleden. De directeur, de inrichtende macht en de inspectie kunnen documenten opvragen die de voorbereiding van de lessen en de opvoedende activiteiten bewijzen.

Art. 20. § 1. De leermeesters bijzondere vakken of tweede taal die voltijds presteren moeten 24 lestijden per week presteren.

§ 2. In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs kunnen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht de leermeesters bijzondere vakken of tweede taal belasten met het toezicht op de leerlingen 15 minuten vóór schooltijd en 10 minuten na schooltijd, op voorwaarde evenwel dat de totale duur van hun onderwijs- en toezichtprestaties geen 1.560 minuten per week overschrijdt.

De totale duur van de prestaties bedoeld in lid 1 wordt evenredig verminderd indien de leermeesters bijzondere vakken of tweede taal geen voltijds lesrooster presteren.

§ 3. De leermeesters bijzondere vakken of tweede taal moeten, volgens de modaliteiten van de artikelen 24 en 25, minstens 60 lestijden overleg met hun collega's uit het kleuteronderwijs en het lager onderwijs plegen, evenals, indien het geval zich voordoet, met hun collega's uit het secundair onderwijs.

Het aantal lestijden overleg wordt evenredig verminderd indien de leermeesters bijzondere vakken of tweede taal geen voltijds lesrooster presteren.

De jaarlijkse totale duur van de prestaties die zowel de lessen, het toezicht als het overleg omvatten, mag niet meer dan 962 uur per schooljaar bedragen.

§ 4. De tijd voor de voorbereiding van de lessen, de verbetering van het huiswerk, voor documentatie, persoonlijke bijwerking is niet inbegrepen in de maxima van voornoemde §§. Deze valt onder de persoonlijke werkorganisatie van de personeelsleden. De directeur, de inrichtende macht en de inspectie kunnen documenten opvragen die de voorbereiding van de lessen en de opvoedende activiteiten bewijzen.

Art. 21. § 1. De leermeesters zedenleer of godsdienst die voltijds presteren moeten 24 lestijden per week presteren.

§ 2. In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs kunnen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht de leermeesters zedenleer of godsdienst belasten met het toezicht op de leerlingen 15 minuten vóór schooltijd en 10 minuten na schooltijd, op voorwaarde evenwel dat de totale duur van hun onderwijs- en toezichtprestaties geen 1 560 minuten per week overschrijdt.

De totale duur van de prestaties bedoeld in lid 1 wordt evenredig verminderd indien de leermeesters zedenleer of godsdienst geen voltijds lesrooster presteren.

§ 3. De leermeesters zedenleer of godsdienst moeten, volgens de modaliteiten van de artikelen 24 en 25, minstens 60 lestijden overleg met hun collega's uit het lager onderwijs plegen, evenals, indien het geval zich voordoet, met hun collega's uit het secundair onderwijs.

Het aantal lestijden overleg wordt evenredig verminderd indien de leermeesters zedenleer of godsdienst geen voltijds lesrooster presteren.

De jaarlijkse totale duur van de prestaties die zowel de lessen, het toezicht als het overleg omvatten, mag niet meer dan 962 uur per schooljaar bedragen.

§ 4. De tijd voor de voorbereiding van de lessen, de verbetering van het huiswerk, voor documentatie, persoonlijke bijwerking is niet inbegrepen in de maxima van voornoemde §§. Deze valt onder de persoonlijke werkorganisatie van de personeelsleden. De directeur, de inrichtende macht en de inspectie kunnen documenten opvragen die de voorbereiding van de lessen en de opvoedende activiteiten bewijzen.

Afdeling 3. — Het lesrooster van de directeurs.

Art. 22. De directeurs zijn aanwezig gedurende de schooltijd. Ze wonen de overlegvergaderingen bij en leiden deze, behoudens tegengestelde beslissing van de inrichtende macht.

De directeurs zonder onderwijsopdracht zijn verder minstens 20 minuten vóór schooltijd en 30 minuten na schooltijd aanwezig. De directeurs met een onderwijsopdracht moeten dezelfde prestaties verlenen buiten de lessen als de klastitularissen.

Indien de vereisten van de dienst, meer bepaald de contacten met hun inrichtende macht, hen van school houden, duiden de directeurs in het Frans Gemeenschapsonderwijs en de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs een titularis of een leermeester bijzondere vakken of tweede taal aan als vervanger.

Art. 23. § 1. De directeur van een school met maximum 50 leerlingen moet een volledige onderwijsopdracht van 24 lestijden presteren.

De directeur van een school met meer dan 50 en minder dan 130 leerlingen moet een onderwijsopdracht van 18 lestijden presteren.

De directeur van een school met meer dan 129 en minder dan 180 leerlingen moet een onderwijsopdracht van 12 lestijden presteren.

§ 2. De toekenning van de salarisschaal van directeur wordt als volgt bepaald :

- tot 71 leerlingen : salarisschaal van schoolhoofd van één tot drie klassen;
- van 72 tot 140 leerlingen : salarisschaal van schoolhoofd van vier tot zes klassen;
- van 141 tot 209 leerlingen : salarisschaal van schoolhoofd van zeven tot negen klassen;
- vanaf 210 leerlingen : salarisschaal van schoolhoofd van tien klassen en meer.

§ 3. De data en modaliteiten die voor de toepassing van de §§ 1 en 2 in aanmerking komen, zijn deze die voorzien zijn in artikel 30 van het decreet.

Afdeling 4. — Overleg

Art. 24. In het Frans Gemeenschapsonderwijs kan de Regering overleg per school, per eenheid of per zone organiseren.

In het gesubsidieerd officieel onderwijs kan de inrichtende macht overleg per vestigingsplaats, per school of per gemeente organiseren.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt het overleg georganiseerd door de inrichtende macht indien het binnen een school plaatsvindt en door de eenheidsraad indien het binnen een eenheid plaatsvindt.

In het Frans Gemeenschapsonderwijs, in het gesubsidieerd officieel onderwijs en in het gesubsidieerd vrij onderwijs lichten respectievelijk de directeur, de inrichtende macht en de eenheidsraad, de Regering in over de ingevoerde overlegprocedures en dit volgens de modaliteiten die deze laatste bepaalt.

Art. 25. § 1. In het Frans Gemeenschapsonderwijs wordt de organisatie van het overleg per zone of eenheid onderworpen aan het voorafgaand advies van het vakoverlegcomité. Bij organisatie door de school wordt het overleg onderworpen aan het voorafgaand advies van het basisoverlegcomité.

In het gesubsidieerd officieel onderwijs wordt de organisatie van het overleg onderworpen aan het voorafgaand advies van het lokaal paritair comité.

3° In het gesubsidieerd vrij onderwijs organiseert de school het overleg overeenkomstig de bepalingen betreffende de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, betreffende het Comité voor arbeidsbescherming of, bij ontstentenis daarvan, in de plaatselijke overleginstanties of, bij ontstentenis daarvan, met de vakbondsafvaardigingen.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt een overleginstantie gecreëerd met de vakorganisaties die representatief zijn voor de eenheid. De Regering bepaalt de samenstelling en de werkingsregels van deze overleginstantie. Deze instantie is bevoegd wanneer het overleg bedoeld in artikel 24 per eenheid wordt georganiseerd.

*HOOFDSTUK IV. — Berekening van de begeleiding in het lager onderwijs en haar bestemming**Afdeling 1. — Lestijdenpakket*

Art. 26. Het lestijdenpakket dat geldt van 1 september tot het eind van het schooljaar wordt berekend op basis van het aantal regelmatige leerlingen in de school ingeschreven op 15 januari jongstleden, op voorwaarde dat deze school of vestigingsplaats op 1 oktober van het lopende schooljaar behouden blijft, indien ze het onderwerp van een afzonderlijke telling vormde.

Voor scholen die in twee of meer dan twee vestigingsplaatsen georganiseerd zijn, worden de leerlingen van deze verschillende vestigingsplaatsen per onderwijsniveau opgeteld.

De leerlingen van vestigingsplaatsen die zich op minstens 2 km van elke andere vestigingsplaats van dezelfde school bevinden en waar onderwijs van hetzelfde niveau wordt georganiseerd, vormen het onderwerp van een afzonderlijke telling.

Wanneer een school of vestigingsplaats op 1 oktober gesloten is, worden de leerlingen die ze op 15 januari telde voor de inrichtende macht meegerekend naar rato van 1,2 lestijden per leerling. Deze lestijden worden opgeteld bij het saldo bedoeld in artikel 34, op voorwaarde dat deze lestijden gebruikt worden binnen de eenheid waar de school of vestigingsplaats sluit. Een fusie van twee scholen of vestigingsplaatsen heeft uitwerking op de 15de dag van januari voorafgaand aan de fusie.

Bij programmatie van een nieuwe school wordt het lestijdenpakket berekend op het aantal leerlingen die per 1 oktober van het lopende schooljaar regelmatig ingeschreven zijn.

Art. 27. Wanneer het aantal leerlingen van alle scholen die worden georganiseerd door de inrichtende macht of een inrichtende macht van hetzelfde net op het grondgebied van de gemeente voor het Frans Gemeenschapsonderwijs en het gesubsidieerd officieel onderwijs en op het gebied van de eenheid voor het gesubsidieerd vrij onderwijs op 1 oktober minstens 5 % hoger of lager is dan het aantal dat op 15 januari jongstleden berekend werd, wordt de begeleiding voor elk van de scholen opnieuw berekend. De nieuwe telling geldt van 1 oktober tot het eind van het schooljaar.

Art. 28. Het lestijdenpakket is de optelling van de lestijden voor de lessen van de titularissen en van lichamelijke opvoeding, voor de schooldirecties, voor de taallessen en, zonodig, voor de lessen voor aanpassing aan de taal van het onderwijs.

Art. 29. § 1. Het aantal lestijden voor de lessen van de titularissen en de lessen lichamelijke opvoeding in een school of vestigingsplaats met afzonderlijke telling, wordt bepaald op basis van volgende tabel :

Aantal leerlingen	Aantal lestijden
tot 19	26
van 20 tot 25	28
van 26 tot 30	52
van 31 tot 44	54
van 45 tot 50	78
van 51 tot 53	80
van 54 tot 56	82
van 57 tot 59	84
van 60 tot 62	86
van 63 tot 65	88
van 66 tot 68	90
van 69 tot 71	92
van 72 tot 77	104
van 78 tot 80	106
van 81 tot 83	108
van 84 tot 86	110
van 87 tot 89	112
van 90 tot 92	114
van 93 tot 98	130
van 99 tot 101	132
van 102 tot 104	134
van 105 tot 107	136
van 108 tot 110	138
van 111 tot 114	144
voor 115	156
vanaf 116	156 + 1,2 per leerling

§ 2. In de scholen bedoeld in artikel 11, 3° van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatische van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs, wordt het aantal leerlingen vermenigvuldigd met 1,5 om de begeleiding te bepalen.

Het aantal kinderen dat afkomstig is van :

1. een tehuis of een gastgezin, op voorwaarde dat ze door de rechter of de adviseur van de bijzondere jeugdzorg geplaatst werden;
 2. een internaat voor kinderen van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben;
 3. een kinderopvangcentrum georganiseerd of erkend door Kind en Gezin,
- wordt vermenigvuldigd met 1,5 ongeacht de bezochte school.

Een bewijs van de directie van het kinderopvangcentrum, van het internaat voor kinderen van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben, van het tehuis of gastgezin moet ter verantwoording aan de controleur worden voorgelegd. Dit document is jaarlijks vernieuwbaar.

Art. 30. Onverminderd artikel 27 wordt het aantal lestijden voor de schooldirecties dat van 1 september tot het eind van het schooljaar geldig is, op 15 januari van het voorbije schooljaar als volgt bepaald :

- 6 lestijden voor een school waarvan het aantal leerlingen hoger is dan 50 en lager dan 130;
- 12 wekelijkse lestijden voor een school waarvan het aantal leerlingen hoger is dan 129 en lager dan 180;
- 24 wekelijkse lestijden voor een school van 180 leerlingen en meer.

In de basisscholen worden de leerlingen die op 1 oktober van het voorbije schooljaar regelmatig in het kleuteronderwijs waren ingeschreven, toegevoegd aan deze bedoeld in lid 1.

Art. 31. Onverminderd artikel 27 wordt het aantal lestijden voor het moderne taalonderricht dat van 1 september tot het einde van het schooljaar geldig is, berekend op 15 januari van het voorbije schooljaar via de vermenigvuldiging met 2 van het aantal lessen van onderstaande tabel die enkel rekening houdt met de leerlingen van het 5e en 6e jaar lager onderwijs, per school of per vestigingsplaats met afzonderlijke telling :

Aantal leerlingen	Aantal lessen
tot 23 leerlingen	1 les
vanaf 24 leerlingen	2 lessen
vanaf 45 leerlingen	3 lessen
vanaf 72 leerlingen	4 lessen
vanaf 93 leerlingen	5 lessen

vanaf 115 leerlingen	6 lessen
vanaf 141 leerlingen	7 lessen
vanaf 164 leerlingen	8 lessen
vanaf 187 leerlingen	9 lessen
vanaf 210 leerlingen	10 lessen
vanaf 233 leerlingen	11 lessen
	+ 1 les + 23 leerlingen

Art. 32. § 1. Voor staatloze, buitenlandse of geadopteerde leerlingen kan onderricht voor de aanpassing aan de taal van het onderwijs georganiseerd worden ten belope van drie lestijden per week :

1° indien hun moedertaal of gebruikelijke taal verschilt van de taal van het onderwijs;

2° indien ze minstens drie volledige schooljaren het lager onderwijs van de Franse Gemeenschap of het door haar gesubsidieerd onderwijs volgen en de taal van het onderwijs onvoldoende kennen om zich met succes aan te passen aan de activiteiten van de klas waarin ze zijn ingeschreven;

3° indien hun ouders of de personen waaraan de kinderen zijn toevertrouwd, in België wonen of verblijven en de Belgische nationaliteit niet hebben, behalve in het geval van adoptie.

§ 2. De les bedoeld in § 1 wordt toevertrouwd aan een titularis of een taakleraar. De les kan worden opgericht in elke school waar minstens tien leerlingen aan de voorwaarden voldoen.

§ 3. Het aantal lestijden per school ten gunste van de leerlingen van §1 dat geldig is van 1 oktober tot 30 september van het eerstvolgende schooljaar, wordt als volgt bepaald :

Aantal leerlingen	Aantal lestijden
van 10 tot 20 leerlingen	3 lestijden
van 21 tot 44 leerlingen	6 lestijden
van 45 tot 59 leerlingen	9 lestijden
van 60 tot 74 leerlingen	12 lestijden
van 75 tot 89 leerlingen	15 lestijden + 15 leerlingen + 3 lestijden

§ 4. De les wordt tijdens de normale openingsuren van de school gegeven. Ze kan bovenop de 28 wekelijkse lessen worden georganiseerd.

§ 5. De Regering moet de impact van de toepassing van onderhavig artikel om de twee jaar evalueren.

Art. 33. § 1. De som van het aantal lestijden die verkregen werden in toepassing van de artikelen 29 tot 32 vormen het lestijdenpakket van de school.

§ 2. De functie van directeur van een lagere school of een basisschool wordt op het lestijdenpakket ingeschreven ten belope van 24 lestijden in het lager onderwijs, van een voltijdse functie in het kleuteronderwijs.

§ 3. Voor elke school of vestigingsplaats met afzonderlijke telling is het aantal titularissen of taakleerders het volledig quotiënt van de deling door 24 van het resultaat dat in artikel 29 bekomen werd, na aftrek van het aantal lestijden die voorbehouden zijn voor de lessen lichamelijke opvoeding, namelijk twee lestijden per georganiseerde klas.

Een directeur met een onderwijsopdracht wordt gelijkgesteld aan de titularis.

In afwijking van lid 1 is de groepering van leerlingen van eenzelfde graad toegelaten voor de lessen lichamelijke opvoeding, op voorwaarde dat het totaal aantal niet meer dan 25 bedraagt.

§ 4. Het aantal lestijden die overblijven na inschrijving in het lestijdenpakket van de directeur bedoeld in § 2, van de titularissen, de taakleerders en leermeesters lichamelijke opvoeding bedoeld in § 3, de leermeesters tweede taal die het taalonderricht bedoeld onder 4 verzorgen, van de lestijden voor aanpassing aan de taal van het onderwijs bedoeld in artikel 32, § 3, vormen het saldo.

Art. 34. De saldi van de verschillende scholen en vestigingsplaatsen met afzonderlijke telling worden bijeengevoegd voor de zone in het Frans Gemeenschapsonderwijs, voor de gemeente in het gesubsidieerd officieel onderwijs en voor de eenheid in het gesubsidieerd vrij onderwijs.

In afwijking van vorig lid worden de saldi in het gesubsidieerd vrij onderwijs opgeteld en wordt de aldus verkregen som gedeeld door 24 voor scholen met één of meerdere vestigingsplaatsen met afzonderlijke telling. Het volledig quotiënt vormt het aantal bijkomende titularissen of taakleerders die kunnen worden tewerkgesteld in de school en/of haar vestigingsplaatsen. De rest van de volledige deling vormt het overdraagbaar saldo.

In het Frans Gemeenschapsonderwijs en het gesubsidieerd officieel onderwijs beslissen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht over het gebruik van dit saldo, nadat ze het advies hebben ingewonnen van het basisoverlegcomité of de plaatselijke paritaire commissie, afhankelijk van het geval.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs beslist de eenheidsraad over het gebruik van dit saldo na overleg binnen de overleginstantie per eenheid die werd opgericht in toepassing van artikel 25, § 3, lid 2.

In het Frans Gemeenschapsonderwijs kan de Regering de bestemming van de saldi wijzigen.

Art. 35. § 1. De saldi bedoeld in artikel 34 worden gebruikt voor de oprichting van bijkomende klassen, voor de organisatie van aanpassingslessen, van taallessen en lessen lichamelijke opvoeding, voor de vorming van kleine groepen.

§ 2. De saldi kunnen ook worden gebruikt voor voltijdse of deeltijdse hulp bij het pedagogisch of administratief beheer. Deze wordt verleend door een titularis, een leermeester lichamelijke opvoeding of tweede taal of een taakleraar.

Het personeelslid dat belast is met de hulp bij het pedagogisch of administratief beheer behoudt de baremaschaal die verbonden is aan de functie waarvoor hij benoemd, aangesteld of aangenomen is. Zijn werk wordt, afhankelijk van het geval, ten belope van 24 of 12 lestijden op het lestijdenpakket ingeschreven. Zijn wekelijks lesrooster bedraagt 36 of 18 uur, afhankelijk van het geval.

Indien een personeelslid dat belast wordt met de hulp bij het pedagogisch of administratief beheer, voor verschillende inrichtende machten werkt, hangt hij administratief en statutair af van één onder hen en presteert hij zijn diensten bij elk van hen, overeenkomstig het akkoord dat deze onderling hebben afgesloten.

Art. 36. Onverminderd artikel 34 heeft de Regering voor het Frans Gemeenschapsonderwijs, elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd officieel onderwijs, elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten voor het gesubsidieerd vrij onderwijs het recht om maximum 1 percent van het lestijdenpakket in te houden in de instellingen die ze organiseren. Deze inhoudingen die tot op de hogere eenheid worden afgerond, worden aan bepaalde instellingen toegekend met het oog op een betere werking.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs behoren de bepalingen van lid 1 tot de bevoegdheid van de inrichtende machtsgroep per geografische zone.

Art. 37. Om pedagogische redenen, meer bepaald omwille van belangrijke wijzigingen aan het aantal leerlingen in bepaalde scholen of vestigingsplaatsen met afzonderlijke telling tussen 15 januari en 1 oktober, kunnen de directeur voor het Frans Gemeenschapsonderwijs, de inrichtende macht voor het gesubsidieerd officieel onderwijs, de inrichtende macht of de eenheidsraad voor het gesubsidieerd vrij onderwijs de verdeling bedoeld in artikel 33 wijzigen volgens de procedures die werden vastgelegd in artikel 34, lid 2 en 3.

In het Frans Gemeenschapsonderwijs kan de Regering de verdeling van lid 1 wijzigen.

Art. 38. Elke participatieraad wordt ingelicht over de verdeling van het lestijdenpakket. Ze kan haar opmerkingen indien nodig meedelen aan de directeur in het Frans Gemeenschapsonderwijs of aan de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs.

Afdeling 2. — Lessen zedenleer en godsdienst

Art. 39. Overeenkomstig artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 ter wijziging van bepaalde bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt de les zedenleer of godsdienst in elke, al dan niet geïsoleerde, vestigingsplaats georganiseerd zodra een leerling zich voor één van deze lessen inschrijft. De les wordt indien nodig in de loop van het schooljaar opgericht of geschrapt.

Het aantal groepen dat geldt van 1 oktober tot 30 september van het eerstvolgende schooljaar wordt voor de meest gevolgde lessen bepaald op basis van onderstaande tabel die rekening houdt met alle leerlingen van de vestigingsplaats die op 1 oktober van het lopende schooljaar voor deze les waren ingeschreven :

Aantal leerlingen	Aantal groepen
tot 25 leerlingen	1 groep
vanaf 26 leerlingen	2 groepen
vanaf 45 leerlingen	3 groepen
vanaf 72 leerlingen	4 groepen
vanaf 93 leerlingen	5 groepen
vanaf 115 leerlingen	6 groepen
vanaf 141 leerlingen	7 groepen
vanaf 164 leerlingen	8 groepen
vanaf 187 leerlingen	9 groepen
vanaf 210 leerlingen	10 groepen
vanaf 233 leerlingen	11 groepen + 23 leerlingen + 1 groep

De minst gevolgde lessen tellen hetzelfde aantal groepen als de meest gevolgde les, maar mogen niet meer dan één groep per jaar bedragen, behalve indien de toepassing van de tabel van lid 2 een gunstiger resultaat oplevert. Verder mag een groep niet minder dan 5 leerlingen omvatten, behalve indien effectief minder dan 5 leerlingen de les volgen. Indien een vestigingsplaats leerlingen telt die enerzijds verdeeld zijn over het eerste en het tweede leerjaar lager onderwijs en anderzijds over het derde, vierde, vijfde en zesde leerjaar lager onderwijs, dan kunnen voor de minst gevolgde lessen twee groepen worden georganiseerd indien er minstens twee groepen zijn in de meest gevolgde les.

De minst gevolgde les wordt per graad georganiseerd indien de meest gevolgde les effectief minstens één groep per graad telt.

Een groep omvat twee lestijden. Deze twee lestijden kunnen gegroepeerd worden.

Een leerling die een minder gevolgde les zedenleer of godsdienst moet volgen die niet simultaan met de meest gevolgde les gegeven wordt, kan slechts uit zijn groep-klas worden weggehaald op het ogenblik van de geleide activiteiten bedoeld in artikel 2, 22° op voorwaarde dat deze geen nieuwe verwerving inhouden van de kennis en bekwaamheden bedoeld in artikel 16, § 3 van voornoemd decreet van 24 juli 1997.

Art. 40. De hoofden van de eredienst stellen leermeesters godsdienst aan bij de inrichtende machten. Deze laatste stellen de leermeesters aan in de verschillende scholen en vestigingsplaatsen overeenkomstig de eisen van de lesroosters. Wanneer een leermeester godsdienst voor verschillende inrichtende machten diensten verleent, plegen deze laatste overleg om de lesroosters vast te leggen.

HOOFDSTUK V. — Berekening van de begeleiding in het kleuteronderwijs en haar bestemming

Art. 41. § 1. Het aantal arbeidsplaatsen dat wordt gecreëerd of gesubsidieerd in elke school, in de kleuterafdeling van elke basisschool of in elke vestigingsplaats met afzonderlijke telling wordt bepaald overeenkomstig onderstaande normentabel :

Aantal ingeschreven leerlingen	Aantal arbeidsplaatsen
tot 19	1
van 20 tot 25	1,5
van 26 tot 39	2
van 40 tot 45	2,5
van 46 tot 63	3
van 64 tot 70	3,5
van 71 tot 86	4
van 87 tot 94	4,5

van 95 tot 109	5
van 110 tot 119	5,5
van 120 tot 130	6
van 131 tot 141	6,5
van 142 tot 153	7
van 154 tot 165	7,5
van 166 tot 176	8
van 177 tot 188	8,5
van 189 tot 201	9
van 202 tot 212	9,5
van 213 tot 223	10
van 224 tot 234	10,5
van 235 tot 245	11
van 246 tot 257	11,5
van 258 tot 268	12
van 269 tot 279	12,5
van 280 tot 290	13
van 291 tot 301	13,5
van 302 tot 311	14
van 312 tot 321	14,5
van 322 tot 331	15
van 332 tot 341	15,5
van 342 tot 351	16
van 352 tot 361	16,5
van 362 tot 371	17
van 372 tot 381	17,5
van 382 tot 391	18
van 392 tot 401	18,5
van 402 tot 411	19
van 412 tot 421	19,5
van 422 tot 431	20

enzovoort per schijf van 10 leerlingen.

§ 2. In de scholen bedoeld in artikel 11, 3° van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs, wordt het aantal leerlingen vermenigvuldigd met 1,5 om de begeleiding te bepalen.

Het aantal kinderen dat afkomstig is van :

1. een tehuis of een gastgezin, op voorwaarde dat ze door de rechter of de adviseur van de bijzondere jeugdzorg geplaatst werden;
2. een internaat voor kinderen van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben;
3. een kinderopvangcentrum georganiseerd of erkend door Kind en Gezin, wordt vermenigvuldigd met 1,5 ongeacht de bezochte school.

Een bewijs van de directie van het kinderopvangcentrum, van het internaat voor kinderen van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben, van het tehuis of gastgezin moet ter verantwoording aan de controleur worden voorgelegd. Dit document is jaarlijks vernieuwbaar.

Art. 42. De begeleiding wordt berekend op 1 oktober en dekt de periode van 1 oktober tot 30 september van het eerstvolgende schooljaar. De leerlingen die aan volgende voorwaarden voldoen worden in aanmerking genomen :

1° op 30 september van het lopende schooljaar minstens twee en een half jaar oud zijn;

2° dezelfde school of vestigingsplaats met afzonderlijke telling bezoeken tijdens de maand september door er minstens tien halve dagen, verdeeld over tien dagen, aanwezig te zijn en op voorwaarde dat hun inschrijving niet werd opgeschort in de loop van de maand september;

De inschrijving is effectief op de tiende dag aanwezigheid.

Deze telling geldt voor het volledige schooljaar in de berekening van de arbeidsplaatsen van de laatste school die onder de voorwaarden van lid 1 werd bezocht.

Art. 43. Er wordt een tweede telling uitgevoerd op de 1ste lesdag volgend op de Kerstvakantie. Deze houdt rekening met de leerlingen van minstens twee en een half jaar oud die de betrokken school of vestigingsplaats gedurende tien halve dagen verdeeld over tien dagen hebben bezocht.

De begeleiding wordt enkel naar boven toe herzien in verhouding tot artikel 42 indien het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen de hogere norm bereikt, wat de organisatie of de subsidiëring van een deeltijdse of voltijdse arbeidsplaats mogelijk maakt. Onverminderd artikel 44 loopt de nieuwe begeleiding van de 1ste lesdag volgend op de kerstvakantie tot 30 juni.

Art. 44. Er wordt een derde telling uitgevoerd op de 11de werkdag van de scholen na de lentevakantie. Deze houdt rekening met de leerlingen van minstens twee en een half jaar oud die de betrokken school of vestigingsplaats gedurende tien halve dagen verdeeld over tien dagen hebben bezocht.

De begeleiding wordt enkel naar boven toe herzien in verhouding tot artikel 43 indien het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen de hogere norm bereikt, wat de organisatie of de subsidiëring van een deeltijdse of voltijdse arbeidsplaats mogelijk maakt. De nieuwe begeleiding loopt van de 11de lesdag volgend op de lentevakantie tot 30 juni.

Art. 45. In de kleuterscholen moet de directeur van een autonome kleuterschool met ten hoogste 50 leerlingen een voltijds lesrooster presteren. Indien het aantal leerlingen hoger is dan 50 en lager dan 130, moet hij drie vierden van een volledig lesrooster presteren. Indien het aantal leerlingen hoger is dan 129 en lager dan 180, moet hij de helft van een volledig lesrooster presteren.

Het aantal arbeidsplaatsen dat voortvloeit uit de tabel bij artikel 41 wordt, in functie van het geval, vermeerderd met een één-vierde, een halftijdse of een voltijdse arbeidsplaats.

Het aantal wordt berekend op 1 oktober en geldt tot 30 september van het eerstvolgende schooljaar.

De toekenning van de salarisschaal van directrice wordt bepaald overeenkomstig artikel 23.

Art. 46. Met uitzondering van de deeltijdbaan die gecreëerd wordt wanneer de school of de vestigingsplaats 20 tot 25 leerlingen telt, worden de halftijdse banen van de verschillende scholen en vestigingsplaatsen geglobaliseerd op het niveau van de instelling in het Frans Gemeenschapsonderwijs, van de gemeente in het gesubsidieerd officieel onderwijs, van de eenheid in het gesubsidieerd vrij onderwijs.

In afwijking van vorig lid worden de saldi in het gesubsidieerd vrij onderwijs opgeteld binnen de inrichting indien een school één of meerdere vestigingsplaatsen met afzonderlijke telling omvat. Enkel de halftijdse banen worden binnen de eenheid geglobaliseerd.

In het Frans gemeenschapsonderwijs en het gesubsidieerd officieel onderwijs ressorteert het gebruik van halftijdse banen respectievelijk onder de directeur en de inrichtende macht. Deze laatste moet eerst het advies vragen van het basisoverlegcomité of van het lokaal paritair comité in functie van het geval.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs ressorteert het gebruik van halftijdse banen onder de eenheidsraad, na overleg binnen de overleginstantie per eenheid die werd gecreëerd in toepassing van artikel 25, § 3, lid 2.

In het Frans Gemeenschapsonderwijs kan de Regering de verdeling van de halftijdse banen wijzigen.

Art. 47. Onverminderd artikel 46 heeft de Regering voor het Frans Gemeenschapsonderwijs, elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd officieel onderwijs, elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten voor het gesubsidieerd vrij onderwijs het recht om een deel van de afhoudingen, bedoeld in artikel 36, om te zetten in een één-vierde, halve, drievierde of voltijdse arbeidsplaats van onderwijzer met het oog op hun tewerkstelling in de kleuterinrichtingen die ze organiseren om tot een betere werking te komen.

Voor deze omvorming stemt één-vierde baan van kleuteronderwijzer overeen met 6 lestijden van het lestijdenpakket.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs behoren de bepalingen van lid 1 tot de bevoegdheid van de groep inrichtende machten per geografische zone.

Art. 48. Elke participatieraad wordt ingelicht over de verdeling van de begeleiding.

Ze kan haar opmerkingen indien nodig meedelen aan de directeur in het Frans Gemeenschapsonderwijs of aan de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs.

HOOFDSTUK 6. — *Bepalingen betreffende het personeelsbeheer*

Art. 49. De herbenoeming, de oproeping voor het hervatten van de dienstactiviteit, de werkhervatting, de aanvullende opdracht zijn van kracht op 1 september, behalve indien de terbeschikkingstelling of het gedeeltelijk verlies van opdracht voortvloeien uit een daling op 1 oktober van de begeleiding bedoeld in de artikelen 27, 33 § 1, 38 en 42. In dat geval worden ze van kracht op 1 november.

Een personeelslid dat ter beschikking gesteld wordt of zijn opdracht gedeeltelijk verliest en niet werd herbenoemd, opgeroepen voor het hervatten van de dienstactiviteit, het werk niet hervatte of die geen aanvullende opdracht kreeg, wordt het wel zodra een arbeidsplaats in de school, de gemeente of de eenheid vrijkomt, al is het maar tijdelijk.

Art. 50. In inrichtingen van de Franse Gemeenschap, in de gesubsidieerde officiële inrichtingen en in de gesubsidieerde vrije inrichtingen van het niet-confessionele type wordt de leermeester zedenleer die bij gebrek aan arbeidsplaats geheel of gedeeltelijk ter beschikking gesteld werd, tewerkgesteld als titularis indien hij het getuigschrift van onderwijzer lager onderwijs heeft. Bij gedeeltelijke beschikbaarheid mag deze werkhervatting evenwel niet in dezelfde school of vestigingsplaats gebeuren.

In de gesubsidieerde vrije inrichtingen van het confessionele type wordt de leermeester overeenstemmende godsdienst die bij gebrek aan arbeidsplaats geheel of gedeeltelijk ter beschikking gesteld werd, tewerkgesteld als titularis indien hij het getuigschrift van onderwijzer lager onderwijs heeft.

In beide gevallen geldt de plicht om, afhankelijk van het geval, de leermeester niet-confessionele zedenleer of de leermeester godsdienst, houder van een diploma van onderwijzer lager onderwijs voorlopig tewerk te stellen als titularis, slechts voor arbeidsplaatsen met voltijdse prestaties of onvolledige prestaties met een halve opdracht, behalve indien de inrichtende macht over een lestijdensaldo beschikt dat een voorlopige gedeeltelijke tewerkstelling mogelijk maakt of dat overeenstemt met de opdracht die voornoemd personeelslid verloor.

Art. 51. De leermeesters handwerk, snit en naad en de leermeesters manuele arbeid die definitief werden benoemd of aangeworven en in het schooljaar 1997-1998 in dienstactiviteit zijn, kunnen niet ter beschikking gesteld worden bij gebrek aan arbeidsplaatsen. Hun prestaties worden aangerekend op het lestijdenpakket naar rato van 24 lestijden per voltijdse opdracht. Ze moeten de diensten verlenen waarvan sprake is in artikel 20.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingsbepalingen*

Afdeling 1. — Wijzigingen in de gecoördineerde wetten van 20 augustus 1957 op het lager onderwijs.

Art. 52. Artikel 50 van de gecoördineerde wetten van 20 augustus 1957 op het lager onderwijs wordt opgeheven.

Art. 53. Artikel 50bis van dezelfde wetten wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Wijzigingen in de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 54. In artikel 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt een derde lid ingevoegd, dat als volgt is opgesteld :

« De toelagen voor het kleuteronderwijs en het lager onderwijs worden vastgelegd op het geïndexeerd bedrag van het voorgaande jaar, aangepast in functie van de schommeling van de schoolbevolking, vermeerderd met 350 frank per regelmatige leerling in 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005 en met 400 frank per regelmatige leerling in 2006. Deze vermeerderingen worden vastgelegd tegen de index 125 en worden jaarlijks geïndexeerd. »

Art. 55. In artikel 8 van diezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, gewijzigd bij wet van 14 juli 1975 worden de woorden « ten minste » geschrapt;

2° er wordt een tweede lid ingevoegd dat als volgt is opgesteld :

« In de gesubsidieerde vrije inrichtingen die zichzelf van het confessionele type noemen, omvat het wekelijks lesrooster twee uur godsdienst die met het type van de inrichting overeenstemt. »

Art. 56. In artikel 32 van diezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden « 1 670 frank voor het voorschools onderwijs, 2.230 frank voor het lager onderwijs » geschrapt;

2° er wordt een § 3bis ingevoegd dat als volgt is opgesteld :

« § 3bis. Het bedrag van de werkingstoelagen bedraagt 6 354 frank per regelmatige leerling in het kleuteronderwijs en 8 351 frank per regelmatige leerling in het lager onderwijs.

Deze bedragen worden vermeerderd met 350 frank in 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005 en met 400 frank in 2006.

Deze bedragen en hun vermeerderingen worden vastgelegd tegen de index 125 en worden jaarlijks geïndexeerd. »

Afdeling 3. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 27 oktober 1966 tot bepaling van de normen inzake schoolbevolking voor de kleuterscholen en de lagere scholen.

Art. 57. De titel van het koninklijk besluit van 27 oktober 1966 tot bepaling van de normen inzake schoolbevolking voor de kleuterscholen en lagere scholen wordt aangevuld met de woorden « van het buitengewoon onderwijs ».

Afdeling 4. — Wijzigingen in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot bepaling en indeling van de functies van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het onderwijzend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de functies van het personeel van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 58. In artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot bepaling en indeling van de functies van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het onderwijzend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de functies van het personeel van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt a) van rubriek « A. In het kleuteronderwijs » wordt een punt 2 ingevoegd dat als volgt is opgesteld :

« 2. Kleuteronderwijzer belast met de lessen via onderdompeling; »;

2° in punt a) van rubriek « B. In het lager onderwijs » wordt een punt 1bis ingevoegd dat als volgt is opgesteld :

« 1bis. Onderwijzer lager onderwijs belast met de lessen via onderdompeling; »;

3° in hetzelfde punt a) van dezelfde rubriek « B. In het lager onderwijs » wordt punt 5 opgeheven;

4° in punt a) van rubriek « Bbis. In het basisonderwijs » wordt een punt 1bis ingevoegd dat als volgt is opgesteld :

« 1bis. Kleuteronderwijzer belast met de lessen via onderdompeling; »;

5° in hetzelfde punt a) van dezelfde rubriek « Bbis. In het basisonderwijs » wordt een punt 2bis ingevoegd dat als volgt is opgesteld :

« 2bis. Onderwijzer lager onderwijs belast met de lessen via onderdompeling; »;

6° in hetzelfde punt a) van dezelfde rubriek « Bbis. In het basisonderwijs », wordt punt 6 opgeheven;

7° in punt a) van de rubriek « C. In het lager secundair onderwijs », wordt punt 2 dat bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 1992 werd opgeheven, opnieuw ingevoerd en klinkt als volgt :

« 2. Professor algemene vakken belast met de lessen via onderdompeling; »;

8° in punt a) van de rubriek « D. In het hoger secundair onderwijs », wordt een punt 1bis ingevoerd dat als volgt is opgesteld :

« 1bis. « Professor algemene vakken belast met de lessen via onderdompeling; ».

Art. 59. In hoofdstuk II van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 tot bepaling van de vereiste getuigschriften van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het onderwijzend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die met deze inrichtingen verbonden zijn, worden een artikel 6bis en 6ter ingevoegd die als volgt zijn opgesteld :

« Art. 6bis. De getuigschriften die vereist zijn voor de functie van kleuteronderwijzer belast met het taalonderricht via onderdompeling die het bestuurs- en onderwijzend personeel in het kleuteronderwijs kunnen waarnemen, worden als volgt bepaald :

1° een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van een kleuteronderwijzer, afgeleverd in de taal van de onderdompeling, of

2° een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van een onderwijzer lager onderwijs, van geaggregeerde lager of hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling en aangevuld met een onderwijsbevoegdheid lager onderwijs, bedoeld in artikel 7, of

3° het diploma van kleuteronderwijzer, aangevuld met een diploma dat minstens gelijkwaardig verklaard is aan het certificaat van hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling, of

4° het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met een diploma dat minstens gelijkwaardig verklaard is aan het certificaat van hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling. »

« Art. 6ter. De getuigschriften die vereist zijn voor de functie van kleuteronderwijzer belast met het onderricht van gebarentaal via onderdompeling die het bestuurs- en onderwijzend personeel in het kleuteronderwijs kunnen waarnemen, worden als volgt bepaald :

1° het diploma van kleuteronderwijzer, aangevuld met het certificaat gebarentaal - gevorderd niveau dat wordt afgeleverd door het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie;

2° het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met het certificaat gebarentaal - gevorderd niveau dat wordt afgeleverd door het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie. »

Art. 60. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 1bis ingevoegd dat als volgt is opgesteld :

« 1bis. Onderwijzer lager onderwijs belast met het taalonderricht via onderdompeling :

a) een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van onderwijzer lager onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling, of

b) een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van geaggregeerde lager of hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling en aangevuld met een onderwijsbevoegdheid vreemde talen in het lager onderwijs, bedoeld in artikel 7, of

c) het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met een diploma dat minstens gelijkwaardig verklaard is aan het certificaat van hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling. »

« 1ter. Onderwijzer lager onderwijs belast met het onderricht van gebarentaal via onderdompeling : het diploma van onderwijzer lager onderwijs, aangevuld met het certificaat gebarentaal - gevorderd niveau dat wordt afgeleverd door het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie. »

2° punt 7 wordt door volgende bepalingen vervangen :

« 7. Leermeester tweede taal :

a) het diploma van geaggregeerde lager secundair onderwijs (afdeling Germaanse talen), aangevuld met een onderwijsbevoegdheid vreemde talen in het lager onderwijs waarvan de Regering de afgifte verzorgt, of

b) het diploma onderwijzer lager onderwijs, aangevuld :

— voor het Nederlands en het Duits, met het certificaat van gevorderde kennis bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van taalexamen;

— voor het Engels met een certificaat van gevorderde kennis, waarvan de Regering de afgifte organiseert. »

3° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« De punten 4 tot 6 zijn enkel geldig voor het buitengewoon lager onderwijs. »

Art. 61. Artikel 8, 2 van hetzelfde besluit, opgeheven bij besluit van de Executieve van 24 augustus 1992, wordt opnieuw ingevoerd en klinkt als volgt :

« 2. Professor algemene vakken belast met taalonderricht via onderdompeling :

a) een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van geaggregeerde lager secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling, of

b) een diploma van geaggregeerde lager secundair onderwijs, aangevuld met een diploma dat op zijn minst gelijkwaardig verklaard is aan het getuigschrift hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling. »

« 2bis. Professor algemene vakken belast met het onderricht van gebarentaal via onderdompeling : het diploma van geaggregeerde lager secundair onderwijs aangevuld met het certificaat gebarentaal - gevorderd niveau dat wordt afgeleverd door het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie. »

Art. 62. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de punten 1bis en 1ter die als volgt zijn opgesteld :

« 1bis. Professor algemene vakken belast met het taalonderricht via onderdompeling :

a) een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van geaggregeerde hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling, of

b) een diploma van geaggregeerde hoger secundair onderwijs, aangevuld met een diploma dat op zijn minst gelijkwaardig verklaard is aan het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling. »

« 1ter. Professor algemene vakken belast met het onderricht van gebarentaal via onderdompeling : het diploma van geaggregeerde hoger secundair onderwijs aangevuld met het certificaat gebarentaal - gevorderd niveau dat wordt afgeleverd door het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie. »

Afdeling 6. — Wijziging in het ministerieel besluit van 30 april 1969 ter bepaling van bijzondere vakken in lagere scholen, in internaten voor kinderen van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben, in klassen voor lager onderwijs die aan elke andere onderwijsinrichting werden gekoppeld, in de medisch-pedagogische instituten en in de scholen en klassen voor buitengewoon lager onderwijs met Frans of Duits als onderwijstaal.

Art. 63. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 30 april 1969 ter bepaling van bijzondere vakken in lagere scholen, in internaten voor kinderen van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben, in klassen voor lager onderwijs die aan elke andere onderwijsinrichting werden gekoppeld, in de medisch-pedagogische instituten en in de scholen en klassen voor buitengewoon lager onderwijs met Frans of Duits als onderwijstaal, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de termen « en in de scholen en klassen voor buitengewoon lager onderwijs met Frans of Duits als onderwijstaal » worden geschrapt;

2° de termen « worden beschouwd als bijzondere vakken, die vakken die onder één van volgende titels op het studieprogramma worden vermeld :

- lichamelijke opvoeding;
- handenarbeid;
- snit en naad;
- huishouding »,

worden vervangen door de termen « wordt beschouwd als bijzonder vak, dat vak dat op het studieprogramma staat onder de benaming lichamelijke opvoeding »;

3° er wordt een lid 2 toegevoegd dat als volgt is opgesteld :

« In de scholen en klassen van het buitengewoon lager onderwijs worden als bijzondere vakken beschouwd, die vakken die onder één van volgende titels op het studieprogramma worden vermeld :

- lichamelijke opvoeding;
- handenarbeid;
- snit en naad;
- huishouding. »

Afdeling 7. — Wijzigingen aan de wet van 6 juli 1970 betreffende het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs.

Art. 64. De wet van 6 juli 1970 betreffende het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs wordt aangevuld met een hoofdstuk VIIbis dat de artikelen 20bis, 20ter, 20quater en 20quinquies bevat en als volgt werd geformuleerd :

« Artikel VIIbis. Het aantal lesdagen in het buitengewoon onderwijs. »

Art. 65. Diezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 20bis dat als volgt is opgesteld :

« Art. 20bis - De Regering bepaalt jaarlijks het aantal lesdagen en het aantal verlofdagen. Er zijn jaarlijks 182 lesdagen. De Regering kan deze evenwel terugbrengen tot 181 of verhogen tot 183 dagen.

De Regering kan reserveverlofdagen ter beschikking stellen van de inrichtende machten. »

Art. 66. Diezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 20ter dat als volgt is opgesteld :

« Art. 20ter. In het buitengewoon secundair onderwijs van type 3 kunnen de lessen maximum 15 dagen per jaar worden opgeschort voor de organisatie van evaluatietoetsen, voor de deliberatie van de klassenraad en de oudervergaderingen.

In het buitengewoon secundair onderwijs van type 4 kunnen de lessen maximum 15 dagen per jaar in de eerste graad, maximum 25 dagen in de tweede graad, maximum 25 dagen in de derde graad worden opgeschort voor de organisatie van evaluatietoetsen, voor de deliberatie van de klassenraad en de oudervergaderingen. »

Art. 67. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 20quater dat als volgt is opgesteld :

« Art. 20quater. § 1. In het buitengewoon lager onderwijs worden de lessen gedurende drie dagen opgeschort om de leden van het onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het sociaal personeel en het psychologisch personeel toe te laten :

1° om een informatiedag van de kantonnale inspectie bij te wonen;

2° om twee opleidingsdagen bij te wonen die in het gesubsidieerd onderwijs door de inrichtende macht en in het Gemeenschapsonderwijs door de inspectie worden georganiseerd.

§ 2. In het buitengewoon secundair onderwijs kunnen de lessen gedurende twee dagen opgeschort worden om de leden van het onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het sociaal personeel en het psychologisch personeel toe te laten om twee overleg- en opleidingsdagen bij te wonen die in het gesubsidieerd onderwijs door de inrichtende macht en in het Gemeenschapsonderwijs door de directeur worden georganiseerd.

§ 3. Alle personeelsleden zijn verplicht om de informatie-, overleg- en opleidingsdagen bedoeld in §§ 1 en 2 bij te wonen.

De opleidingsdagen bedoeld in § 1, 2° kunnen worden ingeschreven in de opleidingen die worden georganiseerd in het kader van het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en aanvullende opleiding van de personeelsleden van bepaalde onderwijsinstellingen en van de psycho-medische-sociale centra.

Art. 68. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 20quinquies dat als volgt is opgesteld :

« Art. 20quinquies. Indien er geen reserveverlof is en een plaatselijke festiviteit het onmogelijk maakt om de lessen te laten doorgaan op een lesdag, moet de inrichtende macht één van de twee dagen, bedoeld in de artikelen 20quater, lid 1, 2° en 20quinquies, organiseren tijdens een verlofdag van de leerlingen. Ze licht de Regering terzake in volgens de modaliteiten die deze bepaalt.

Afdeling 8. — Wijzigingen in de wet van 19 juli 1971
betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs

Art. 69. Het artikel 4bis, § 2 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs wordt aangevuld met volgend lid :

« De leerling vervolgt in de eerste graad van het secundair onderwijs, onder de vorm van moderne taal I, de studie van de moderne taal die in het lager onderwijs werd begonnen. De bekwaamheidsniveaus bedoeld in artikel 16, § 3, lid 1 van het decreet van 24 juli dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden dienovereenkomstig opgesteld.

De ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent en die moeten worden ingelicht over de bijkomende moeilijkheid die ze aan hun kind opleggen en die het advies van de Inschrijvingsraad en het psycho-medisch-sociaal centrum vragen, kunnen hun kind in een andere taal I inschrijven dan deze van het lager onderwijs. »

Art. 70. Hoofdstuk II van diezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 7quater dat als volgt is opgesteld :

« Artikel 7quater. § 1. Eén vierde van het uurrooster bedoeld in artikel 4ter, § 1, §§ 2 en 3, alsook in artikel 7ter, kan in een andere moderne taal dan het Frans worden georganiseerd onder de vorm van taalonderricht via onderdompeling.

In het gesubsidieerd onderwijs geeft de Regering op verzoek van de inrichtende macht de toelating om taalonderricht via onderdompeling bedoeld in lid 1, te verstrekken. Het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 3 wordt aan het verzoek toegevoegd.

In het Frans Gemeenschapsonderwijs wordt de toelating verstrekt door de Regering op verzoek van de directeur. Het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 3 wordt aan het verzoek toegevoegd.

Wanneer een inrichting taalonderricht via onderdompeling organiseert, wordt dit in het schoolproject opgenomen.

§ 2. In het kader van de onderdompeling blijven de bevoegdheden, bedoeld in de artikelen 25 en 26 van voornoemd decreet van 24 juli, van toepassing op de lessen van het lesrooster die via onderdompeling worden gegeven.

§ 3. In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is de moderne taal waarin de onderdompeling kan worden georganiseerd, het Nederlands.

In het Waals Gewest is de moderne taal waarin de onderdompeling kan worden georganiseerd, het Engels, het Nederlands of het Duits.

In een school waar het moderne taalonderricht via onderdompeling gebeurt, kan dit slechts in één enkele taal gebeuren.

§ 4. In de scholen die taalonderricht via onderdompeling verstrekken kan de cursus moderne taal I worden opgenomen in dat deel van het lesrooster dat via onderdompeling wordt gegeven.

Art. 71. In hoofdstuk II van dezelfde wet wordt een artikel 7quinquies toegevoegd dat als volgt is opgesteld :

« Artikel 7quinquies. § 1. Het deel van het lestijdenpakket dat in de lage graad van het secundair onderwijs via onderdompeling wordt gegeven, wordt verstrekt door professoren algemene vakken, die houder zijn van volgende getuigschriften :

1° een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van geaggregeerde lager secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling;

2° een diploma van geaggregeerde lager secundair onderwijs, aangevuld met een diploma dat op zijn minst gelijkwaardig verklaard is aan het getuigschrift hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling.

§ 2. Dat deel van het lestijdenpakket dat in de hoge graad van het secundair onderwijs via onderdompeling wordt gegeven, wordt verstrekt door professoren algemene vakken, die houder zijn van volgende getuigschriften :

1° een pedagogisch getuigschrift, gelijkwaardig verklaard aan dat van geaggregeerde hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling;

2° een diploma van geaggregeerde hoger secundair onderwijs, aangevuld met een diploma dat op zijn minst gelijkwaardig verklaard is aan het getuigschrift hoger secundair onderwijs, afgeleverd in de taal van de onderdompeling.

§ 3. De Regering is bevoegd om te bepalen dat de professoren algemene vakken die belast zijn met het onderricht via onderdompeling en die het bewijs leveren van hun afdoende kennis van het Frans, zoals bedoeld in artikel 13, lid 2 van voornoemde wet van 30 juli 1963, voldoen aan de vereisten inzake taalgebruik. Bij ontstentenis kan de Regering hen gedurende 3 schooljaren een afwijking toekennen. In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs treffen respectievelijk de directeur en de inrichtende macht, nadat ze het advies hebben ingewonnen van de participatieraad bedoeld in artikel 3, de schikkingen om de communicatie tussen deze onderwijzers en de ouders te verzekeren.

De professoren algemene vakken die belast zijn met het onderricht via onderdompeling kunnen niet definitief worden benoemd of aangeworven zolang ze niet voldoen aan de voorwaarden inzake taalgebruik.

Art. 72. Hoofdstuk III van diezelfde wet dat de artikelen 8, 9 en 10 omvat, wordt vervangen door volgend hoofdstuk III dat de artikelen 8, 9, 10 en 10bis omvat :

« Hoofdstuk III. Het aantal lesdagen in het gewoon secundair onderwijs. »

Art. 73. Artikel 8 van diezelfde wet wordt vervangen door volgend artikel 8 :

“Artikel 8. De Regering bepaalt jaarlijks het aantal lesdagen en het aantal verlofdagen. Er zijn jaarlijks 182 lesdagen. De Regering kan deze evenwel terugbrengen tot 181 of verhogen tot 183 dagen.

De Regering kan reserveverlofdagen ter beschikking stellen van de inrichtende machten.”

Art. 74. Artikel 9 van diezelfde wet wordt vervangen door volgend artikel 9 :

« Artikel 9. De lessen kunnen maximum 15 dagen per jaar in de eerste graad, maximum 27 dagen in de tweede graad, maximum 27 dagen in de derde en vierde graad worden opgeschort voor de organisatie van evaluatietoetsen, voor de deliberatie van de klasseraad en de oudervergaderingen. »

Diezelfde bepaling geldt voor het onderwijs van type II respectievelijk voor de twee eerste jaren, de twee volgende en de twee laatste. »

Art. 75. Artikel 10 van diezelfde wet, opgeheven bij decreet van 27 oktober 1994, wordt opnieuw ingevoerd en klinkt als volgt :

« Artikel 10. De lessen kunnen gedurende twee dagen worden opgeschort om de leden van het onderwijzend personeel toe te laten om twee overleg- en opleidingsdagen bij te wonen die in het gesubsidieerd onderwijs door de inrichtende macht en in het Gemeenschapsonderwijs door de directeur worden georganiseerd.

Alle personeelsleden zijn verplicht om de overleg- en opleidingsdagen bedoeld in lid 1 bij te wonen.

De opleidingsdagen bedoeld in lid 1 kunnen worden ingeschreven in de opleidingen die worden georganiseerd in het kader van het decreet van 16 juli 1993 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van inrichtingen van het secundair onderwijs. »

Art. 76. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel *10bis* dat als volgt is opgesteld :

« Artikel *10bis*. - Indien er geen reserveverlof is en een plaatselijke festiviteit het onmogelijk maakt om de lessen te laten doorgaan op een lesdag, moet de inrichtende macht één van de twee dagen bedoeld in artikel 10 organiseren tijdens een verlofdag van de leerlingen. Ze licht de Regering terzake in volgens de modaliteiten die deze bepaalt. »

Afdeling 9. — Wijzigingen in de wet van 29 juni 1983 betreffende de schoolplicht

Art. 77. In artikel 1 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de schoolplicht worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4, worden 2° en 3° geschrapt;

2° § *4bis* wordt vervangen door volgende beschikking :

« § *4bis*. De minister kan een minderjarige, volgens de modaliteiten die de Regering vastlegt, toelaten om :

1° het kleuteronderwijs te bezoeken tijdens het eerste jaar van de schoolplicht. In dat geval moet hij de school regelmatig bezoeken;

2° het lager onderwijs gedurende acht jaar te bezoeken. In dat geval kan hij in de loop van het achtste jaar tot het zesde leerjaar worden toegelaten;

3° het lager onderwijs gedurende negen jaar te bezoeken en dit in specifieke gevallen die verband houden met een langdurige ziekte. »

Afdeling 10. — Wijzigingen in het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdracht, salarissen, wedde-toelagen en verlof voor beperkte prestaties in het onderwijs en de psycho-medische-sociale centra.

Art. 78. In artikel 8, lid 4 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdracht, salarissen, wedde-toelagen en verlof voor beperkte prestaties in het onderwijs en de psycho-medische-sociale centra worden de woorden « zoveel vijftigsten » vervangen door de woorden « zoveel vijfenvijftigsten. »

Afdeling 11. — Wijziging in het besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs

Art. 79. Lid 3 van artikel 1 van het besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs wordt opgeheven.

Art. 80. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 81. Er wordt een artikel *4bis* aan hetzelfde besluit toegevoegd, dat als volgt is opgesteld :

« Artikel *4bis*. Een vestigingsplaats die niet alle schooljaren van het lager onderwijs, maar enkel bepaalde ervan omvat, maakt verplicht deel uit van dezelfde school als de dichtstbijzijnde vestigingsplaats die door dezelfde inrichtende macht wordt georganiseerd en die de andere schooljaren van het lager onderwijs omvat.

Deze bepaling is niet van toepassing :

1° indien deze vestigingsplaatsen op minstens twee kilometer van elkaar verwijderd zijn;

2° wanneer de dichtstbijzijnde vestigingsplaats reeds het voorwerp vormt van een gegroepeerde telling met een andere vestigingsplaats en aldus een volledig aanbod lager onderwijs biedt;

3° wanneer de school slechts één vestigingsplaats telt;

4° wanneer één van de schooljaren geen occasionele leerlingen telt.

Art. 82. Artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende beschikking :

« § 1. In de gemeenten met een bevolkingsdichtheid van minder dan 75 inwoners per km² :

1° inrichting voor kleuteronderwijs : 12 leerlingen;

2° inrichting voor lager onderwijs : 12 leerlingen;

3° inrichting voor basisonderwijs : 20 leerlingen, met een minimum van 10 per niveau. »

Art. 83. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door volgende beschikking :

« § 1. In de gemeenten met een bevolkingsdichtheid van minder dan 75 inwoners per km² :

1° inrichting voor kleuteronderwijs : 12 leerlingen;

2° inrichting voor lager onderwijs : 12 leerlingen;

3° inrichting voor basisonderwijs : 20 leerlingen, met minstens 8 in het kleuteronderwijs en minstens 10 in het lager onderwijs. »

2° de woorden « 12 leerlingen » van § 2 worden vervangen door de woorden « 14 leerlingen » en de woorden « minstens 10 » door « minstens 12. »

Art. 84. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door volgende beschikking :

« § 1. In de gemeenten met een bevolkingsdichtheid van minder dan 75 inwoners per km² :

1° kleuterschool : twaalf leerlingen;

2° lagere school : twaalf leerlingen;

3° basisschool : twintig leerlingen, met minstens acht in het kleuteronderwijs en minstens tien in het lager onderwijs. »

2° de woorden « twaalf leerlingen » van § 2 worden vervangen door de woorden « veertien leerlingen » en de woorden « minstens tien » door « minstens twaalf. »

Art. 85. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende beschikking :

« Artikel 12. In de gemeenten met een bevolkingsdichtheid van minder dan 75 inwoners per km² wordt elke school of vestigingsplaats die de bevolkingsminima van de artikelen 7 tot 10 niet haalt, op 1 oktober van het lopende jaar gesloten, behalve indien ze 80 % van het minimum bereikt, op voorwaarde dat de school of vestigingsplaats voor de leerlingen die er zijn ingeschreven en die het mogelijk maken om deze 80 % te bereiken, de school of vestigingsplaats van het onderwijsnet is die - zoals gedefinieerd door artikel 19 van voornoemd decreet van 14 maart 1995 - het dichtst bij hun woonplaats ligt.

In de andere gemeenten wordt elke school of vestigingsplaats die de bevolkingsminima niet bereikt, gesloten :

1° op 1 oktober van het lopende jaar indien ze de 80 % van het minimum niet haalt;

2° op 1 september eerstkomende indien ze 80 % van het minimum haalt.

In afwijking van lid 1 mag elke basisschool of vestigingsplaats met vrije keuze die zich op meer dan acht kilometer van de dichtstbijzijnde kleuterschool, lagere school of basisschool met vrije keuze in gemeenten met een bevolkingsdichtheid van minder dan 75 inwoners per km² bevindt, behouden worden indien ze minstens 16 leerlingen telt, waarvan minstens 6 in het kleuteronderwijs en minstens 10 in het lager onderwijs. »

« De 80 % van de norm « 8 » bedoeld in de artikelen 9, § 1, 3° en 10, § 1, 3° wordt verondersteld bereikt te zijn wanneer de school of de vestigingsplaats 6 leerlingen in het kleuteronderwijs telt. »

Art. 86. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende beschikking :

« Artikel 16. Naast het geval bedoeld in artikel 15 mag een nieuwe, geïsoleerde school of vestigingsplaats niet worden opgericht of in de subsidieregeling worden opgenomen indien :

1° ze zich niet op minstens twee kilometer van elke andere vestigingsplaats of school bevindt die op het grondgebied van dezelfde gemeente door de inrichtende macht of door een inrichtende macht van hetzelfde onderwijsnet wordt georganiseerd;

2° ze op 30 september van het oprichtingsjaar volgende minima niet haalt :

a) in de gemeenten met een bevolkingsdichtheid van minder dan 75 inwoners per km² : 25 leerlingen;

b) in de gemeenten met een bevolkingsdichtheid van 75 tot 500 inwoners per km² : 37 leerlingen;

c) in de gemeenten met een bevolkingsdichtheid van meer dan 500 inwoners per km² : 50 leerlingen. »

Art. 87. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de woorden « Onverminderd de bepalingen van artikel 4bis » aan het begin van lid 1 toegevoegd

Afdeling 12. — Wijzigingen in het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding van de personeelsleden van bepaalde onderwijsinstellingen en psycho-medische-sociale centra

Art. 88. Artikel 9 van het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding van de personeelsleden van bepaalde onderwijsinstellingen en psycho-medische-sociale centra wordt aangevuld met volgend lid :

« De Regering kan een deel van de kredieten voor de voortgezette opleiding in het basisonderwijs ten belope van 5 % voorbehouden voor opleidingen ter verwerving van het bekwaamheidsbewijs voor onderricht van een vreemde taal in het lager onderwijs en de certificaten van gevorderde kennis bedoeld in artikel 7 van het decreet van 13 juli 1998 houdende de organisatie van het kleuteronderwijs en het lager onderwijs, alsook het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 9 van hetzelfde decreet. »

Afdeling 13. — Wijziging in het decreet van 14 maart 1995 met betrekking tot het bevorderen van een school voor welslagen in het basisonderwijs

Art. 89. Artikel 6, § 2, van het decreet van 14 maart 1995 met betrekking tot het bevorderen van een school voor welslagen in het basisonderwijs wordt vervangen door de volgende beschikking :

« Het aantal animators bedraagt :

1° 37 in het gesubsidieerd officieel onderwijs;

2° 37 in het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs;

3° 8 in het Frans Gemeenschapsonderwijs;

4° 1 in het gesubsidieerd vrij niet-confessioneel onderwijs. »

Art. 90. Artikel 6, § 3, lid 1 van voornoemd decreet van 14 maart 1995 wordt vervangen door de volgende beschikking :

« § 3. De personeelsleden bedoeld in § 1 krijgen verlof wegens opdracht voor een periode van maximum twee jaar die vernieuwbaar is per periode van twee jaar maximum. »

Art. 91. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt met volgend lid aangevuld :

« De samenstelling en de werkingsregels van de eenheidsraad kunnen verschillen in functie van het onderwijsnet.

In afwijking van lid 1 kunnen de onderwijsnetten die in het basisonderwijs meer dan 5.000 leerlingen in één gemeente tellen, meerdere vestigingsplaatsen in de betrokken gemeente oprichten, op voorwaarde dat elke eenheid minstens 2.000 leerlingen telt. »

Art. 92. Artikel 11, § 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgende beschikking :

« 6° het overleg rond de les moderne talen toelaten;

7° het overleg rond de programmatie van scholen of vestigingsplaatsen toelaten. »

HOOFDSTUK VIII. — *Herroepingsbepalingen*

Art. 93. Het koninklijk besluit van 30 augustus 1984 houdende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs op basis van een lestijdenpakket wordt opgeheven.

Art. 94. Het koninklijk besluit van 29 maart 1985 ter bepaling van het aantal openingsdagen bij de inrichtingen wordt opgeheven.

Art. 95. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 december 1991 betreffende de begeleidingsnormen in het kleuteronderwijs wordt opgeheven.

Art. 96. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 december 1991 betreffende de inrichting van de Commissie voor de vernieuwing van het basisonderwijs wordt opgeheven.

Art. 97. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 1996 houdende de uitvoering van artikel 8 van het decreet van 14 maart 1995 met betrekking tot het bevorderen van een school voor welslagen in het basisonderwijs wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangsbepalingen*

Art. 98. In de gesubsidieerde vrije inrichtingen die zichzelf een confessionele strekking toe-eigenen en zowel de betrokken godsdienstles als een andere godsdienstles geven, blijft deze laatste in afwijking van artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 ter wijziging van bepaalde bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij decreet van 13 juli 1998, organiseerbaar voor de leerlingen die er waren ingeschreven tot de afloop van hun studies binnen de inrichting of deze waarin de inrichting door herstructurering wordt omgevormd. Op verzoek van de inrichtende macht en na het inwinnen van het advies van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan bedoeld in artikel 74 van voornoemd decreet van 24 juli 1997, kan de Regering de verlenging van deze afwijking in diezelfde inrichtingen toelaten en dit volgens de modaliteiten die ze zelf bepaalt.

Art. 99. In afwijking van artikel 5 van het decreet van... houdende de organisatie van het kleuteronderwijs en het lager onderwijs en onverminderd artikel 10 van de wet van 30 juli 1963 houdende de taalregeling in het onderwijs, is het aanleren van een andere moderne taal dan het Frans tijdens het schooljaar 1998-1999 niet verplicht in het zesde leerjaar.

Art. 100. In afwijking van artikel 7 van hetzelfde decreet kan de Regering gedurende een periode die ze zelf bepaalt, het aggregaat lager secundair onderwijs (afdeling Germaanse talen) zonder de onderwijsbevoegdheid vreemde talen in het lager onderwijs als vereist getuigschrift aanvaarden.

Art. 101. In afwijking van artikel 8 van hetzelfde decreet kunnen titularissen die de voorbije tien schooljaren minstens drie schooljaren lang de lessen lichamelijke opvoeding verzorgd hebben en die geen bekwaamheidsbewijs voor de functies van leermeester lichamelijke opvoeding in het lager onderwijs hebben, dit blijven doen.

Art. 102. In afwijking van artikel 31 van hetzelfde decreet worden voor het schooljaar 1998-1999 enkel de leerlingen van het vijfde leerjaar in aanmerking genomen voor de berekening van de les moderne talen.

Art. 103. Op basis van artikel 7, 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 tot bepaling van de vereiste getuigschriften voor het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp personeel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de personeelsleden die definitief benoemd werden in de functie van leermeester tweede taal vóór onderhavig decreet van kracht wordt, verondersteld houders te zijn van het vereiste getuigschrift.

Art. 104. In artikel 8, lid 4 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdracht, salarissen, wedde-toelagen en verlof voor beperkte prestaties in het onderwijs en de psycho-medische-sociale centra worden de woorden « zoveel vijftigsten » op 1 januari 2001 vervangen door de woorden « zoveel éénenvijftigsten », die op 1 januari 2002 worden vervangen door de woorden « zoveel tweeënvijftigsten », die op hun beurt op 1 januari 2003 worden vervangen door de woorden « zoveel drieënvijftigsten », die op hun beurt op 1 januari 2004 worden vervangen door de woorden « zoveel vierënvijftigsten ».

Art. 105. In afwijking van artikel 12 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs kan het wiskundig gemiddelde van het aantal leerlingen dat de school of de vestigingsplaats enerzijds op 1 oktober 1997 en anderzijds op 1 oktober 1998 bezocht, in aanmerking genomen worden als het bevolkingscijfer op 1 oktober 1998.

Art. 106. De Regering is bevoegd om de uitdrukking « speciale leermeester lichamelijke opvoeding » in alle wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen te vervangen door de uitdrukking « leermeester lichamelijke opvoeding ».

HOOFDSTUK X. — *Slotbepaling*

Art. 107. Het decreet treedt in werking op 1 oktober 1998, met uitzondering van artikel 78 dat op 1 september 2005 in werking treedt en artikel 86 dat op 1 september 1998 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 juli 1998.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd,
het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

Zitting 1997-1998

Stukken van de Raad - Ontwerp van decreet, nr. 237-1. - Commissieamendementen, nrs. 237-2 tot 45. - Verslag nr. 237-46 - Zittingamendementen nrs. 237-47 tot 54.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 7 juli 1998.

F. 98 — 2224

[S - C - 98/29357]

17 JUILLET 1998. — Décret portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Des mesures relatives à l'enseignement

CHAPITRE Ier. — *Modifications au décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit*

Article 1^{er}. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, 4^e, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, les termes « certificat d'enseignement secondaire inférieur » sont complétés par les termes « ou certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré ».

Art. 2. Il est inséré dans le même décret, un article 11bis rédigé comme suit :

« Pour les élèves qui poursuivent un des profils de formation visés à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement dont le Gouvernement autorise, en vertu de l'article 49 du décret susdit, la réalisation par une formation en alternance conformément au présent décret, le Gouvernement arrête les dispositions sanctionnant les études ».

Art. 3. L'article 18 du même décret, tel que complété par le décret du 18 mars 1996 et modifié par le décret du 24 juillet 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application des minima de population scolaire visés aux articles 3 et 4 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, le nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre est pris en considération pour la moitié. Ce nombre est ajouté à la population scolaire de l'établissement où les élèves suivent la majorité de leurs heures de pratique professionnelle. »

Art. 4. L'article 21 du même décret, tel que modifié par le décret du 18 mars 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, pour les cours assurés conformément aux articles 11bis et 30, une charge à prestations complètes compte le même nombre de périodes hebdomadaires que celui requis pour la même fonction dans l'enseignement de plein exercice. Cette charge peut comporter des périodes permettant d'assurer la coordination de la formation pratique avec les cours généraux, les cours techniques et la formation en entreprise. »

Art. 5. L'article 30 du même décret, abrogé par le décret du 18 mars 1996, est rétabli dans la rédaction suivante :

« En attendant la définition des compétences et des profils de formation visés aux articles 35, 39 et 44 du décret du 24 juillet 1997 susdit, le Gouvernement peut autoriser à titre expérimental pour les années 1998-1999 et 1999-2000, un nombre limité d'établissements à réaliser les objectifs d'orientation d'études poursuivis par un enseignement de plein exercice par la formation en alternance conformément au présent décret. Le Gouvernement arrête les dispositions sanctionnant les études de ce dispositif expérimental. »

CHAPITRE II. — *Modifications au décret du 24 juin 1996*

portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 6. Dans l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le chiffre « 300 » est remplacé par le chiffre « 250 ».

Art. 7. Dans l'article 6, § 4, alinéa 3, du même décret, le chiffre « 350 », est remplacé par le chiffre « 400 ».

Art. 8. Dans l'article 32 du même décret, l'alinéa 3 est supprimé.

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 27713.)